



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2999
23 janvier 2026
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Le Groenland convoité

Rivalités pour le pillage



AMAROQ MINERALS

Budget

**Les travailleurs
vont payer**

Pages 2 et 3

Entreprises

**Dividendes en hausse,
licenciements aussi**

Pages 13 et 16

Iran

**Les massacreurs
et leurs complices**

Page 8

Leur société

- Prime d'activité: un encouragement aux bas salaires 3
- Côté patronal: toutes les larmes de leur corps 3
- Macron aux armées: pour quelques milliards de plus 3
- CGT: à la remorque des partis de gauche 5
- Loi Yadan: l'antisionisme criminalisé? 5
- RN: «l'homme du peuple» et la princesse 6
- Paris: encore une victime de violences policières 6
- Parcoursup: une offre toujours plus restreinte 6
- Mayotte: une eau peu transparente 7
- Hausse des prix: un «ralentissement» pas très visible 7
- Surendettement: l'explosion 7
- Paysans: la crise vient de loin 12
- Nestlé: le pouvoir de nuisance 12
- Livret A: pas de cadeau 12
- Dividendes: au bonheur des actionnaires 13
- Logement: encore une loi contre les plus pauvres 13
- Handicap: payer pour être aidé 13
- Rennes: la température baisse, pas les profits d'Engie 13
- Davos 2026: au rendez-vous des milliardaires 16
- La pyramide des exploiteurs 16
- Fermetures, licenciements: un système en faillite 16

Municipales 2026

- Léa Demory et Raymond Covain à Orchies, Renée Potchtovik à Beauvais 4
- Affirmer que les travailleurs doivent diriger 4

Dans le monde

- «Conseil de la paix»: comment Trump prépare la guerre 8
- Gaza: le mythe de la reconstruction 8
- Groenland: de lourdes menaces 9
- Syrie: al-Charaa s'attaque aux Kurdes 9
- Iran: les massacreurs et leurs complices 10
- Mohamed Harbi: une figure de la lutte du peuple algérien 10

Dans les entreprises

- Renault: futur profiteur de guerre 14
- Renault Le Mans 14
- Dassault Cergy: Mélenchon et son ami patron 14
- Frais bancaires 14
- Usine d'Arc 15
- ADDSEA - Besançon 15

Il y a 90 ans

- URSS 1935, le stakhanovisme 11

Budget, menaces guerrières: il faut en finir avec le capitalisme!

Vu les tensions, les guerres et les massacres qui se multiplient partout sur la planète, le cirque budgétaire était passé au second plan. Mais celui-ci touche à sa fin. Les marchandages sont terminés, et le patron du Parti socialiste se dit prêt à ne pas censurer le gouvernement au prétexte «d'avancées sociales».

Comment parler d'avancées sociales quand tous les budgets sont rabotés ! Les hôpitaux sont mis au régime sec, et les malades qui ne peuvent pas payer pour aller dans le privé attendront pour se faire soigner. C'est la même cure d'austérité pour l'Éducation nationale, le logement social, l'emploi...

Mais voilà, en échange de son soutien à Lecornu, le PS a obtenu quelques mesures qui masqueront ces nouvelles coupes : la prime d'activité sera augmentée ; les étudiants auront droit à un repas à 1 euro dans les restaurants universitaires ; les APL suivront l'inflation ; 400 millions supplémentaires iront au logement social ; MaPrimeRénov' sera relancée et l'impôt sur le revenu n'augmentera pas.

Cette liste de mesures prouve surtout une chose : faire vivre décemment sa famille devient de plus en plus difficile pour des millions de femmes et d'hommes parce que les prix ont flambé et que les salaires restent très insuffisants.

Comment joindre les deux bouts quand on est payé autour du smic, 1 400, 1 500 euros net par mois, comme près de trois millions de salariés ? Dans le privé, la moitié des salariés gagnent moins de 2 100 euros par mois. Une somme vite envolée une fois payés le loyer, les crédits, l'électricité, l'eau, les assurances, le téléphone, Internet, la mutuelle et les frais d'une voiture. Et bien d'autres, intérimaires, précaires de toutes sortes, chômeurs, retraités gagnent encore bien moins que ces sommes.

La CGT a recensé 483 plans de suppressions d'emplois sur les 18 derniers mois et plus de 100 000 emplois sont menacés ou supprimés. Des salariés, des employés, des cadres qui ont travaillé 20, 30 ans dans une entreprise se retrouvent licenciés du jour au lendemain. Et contrairement aux actionnaires ou aux propriétaires qui se sont engrangés de leur travail, eux ne touchent pas de rentes à vie !

Au même titre que les agriculteurs, les ouvriers, les auxiliaires de vie, les manutentionnaires, les agents de sécurité peuvent, eux aussi, parler de leurs conditions de travail, de leur lever au cœur de la nuit, des heures passées sur les routes ou entassés dans les transports en commun. Ils peuvent parler des cadences et de leur santé qu'ils ont laissée sur les chaînes de production, sur les chantiers ou dans les entrepôts, des sacrifices de leur vie sociale et familiale qu'ils font en travaillant de nuit, le samedi ou le week-end.

Et ce n'est pas ce saupoudrage de mesures qui changera quoi que soit à ces conditions de vie de plus en plus dures. Il ne permettra même pas aux travailleurs de mettre la tête hors de l'eau.

Alors, parler de victoires ou d'avancées sociales est révoltant. Et c'est surtout dérisoire quand toute la société évolue vers la guerre.

Les capitalistes ne se contentent pas de s'enrichir de façon spectaculaire et d'exploiter les travailleurs. Ils se battent, ouvertement désormais, pour savoir qui mettra la main sur les richesses du Groenland, qui aura accès aux terres fertiles d'Ukraine, qui contrôlera le coltan des mines du Kivu en RDC, qui exploitera le pétrole du Venezuela... Ces rivalités ne peuvent que mal finir si on leur laisse les mains libres.

Le monde entier marche vers un conflit généralisé. Et là encore, comme dans toutes les guerres, ce sont les classes populaires qui fourniront la chair à canon.

Ces reculs et ces menaces ne tombent pas du ciel. Ils sont les conséquences du système capitaliste. Tous les jours, la brutalité et la rapacité décomplexée de Trump nous en rappellent la règle de base : rien ne doit faire obstacle à l'accumulation des milliards entre les mains de la bourgeoisie et des financiers, ni le respect des hommes et de la planète, ni celui de quelconques valeurs morales. Et si des capitalistes ont besoin de faire la guerre pour prendre le dessus dans la concurrence, débloquer des marchés, accéder à telle ou telle matière première, guerre il y aura !

Mais une autre règle régit le capitalisme : c'est que les travailleurs produisent tout. Sans eux, il n'y a pas de création de richesses, pas de création de profits et de capital. Il dépend donc d'eux, de leur conscience et de leur combativité, que la société suive une autre voie.

C'est pourquoi les travailleurs ne doivent ni se résigner ni se taire. Ceux qui refusent l'avenir de sang et de larmes que nos dirigeants nous réservent doivent se rassembler. Les capitalistes sont forts parce qu'ils sont organisés. Les travailleurs doivent en faire autant et construire un parti qui défende vraiment leurs intérêts, un vrai parti communiste et révolutionnaire.

Nathalie Arthaud



Prime d'activité : un encouragement aux bas salaires

Dans la nouvelle mouture du budget présentée le 16 janvier, le Premier ministre Lecornu a annoncé une hausse moyenne de la prime d'activité de 50 euros pour plus de 3 millions de ménages qui gagnent entre 1 fois et 1,4 fois le smic.

« Il faut que le travail paye plus », a déclaré Lecornu pour justifier cette mesure. Pourtant, l'existence de la prime d'activité, instaurée en 2016, prouve au contraire que des millions de femmes et d'hommes travaillent pour des salaires qui ne permettent pas de vivre. Et, en compensant la faiblesse de leurs salaires, l'État encourage le patronat à continuer à les sous-payer !

Comme à chaque fois

que l'État prévoit le versement d'une aide, aussi limitée soit-elle, à des travailleurs, elle s'accompagne de calculs pointilleux et mesquins. Pour connaître le montant de la prime auquel il peut espérer avoir droit, un salarié doit donner de très nombreuses informations : salaires, APL, revenus du conjoint, nombre d'enfants... Car tout cela intervient dans le calcul extrêmement complexe de la prime d'activité, puisqu'il

faut déduire de son « montant forfaitaire » d'un peu plus de 600 euros les ressources du foyer. Ainsi en utilisant le simulateur de la CAF, on arrive, tous calculs faits, comme « valeur indicative » pour un salaire de 1 500 euros, à une prime de 214 euros. La prime descend à 138 euros en déclarant 300 euros d'APL.

Enfin, il faut rappeler que les immigrés ayant moins de cinq ans de présence en France, attestée par une carte de séjour, n'ont pas droit à cette prime. Cette crapulerie a été introduite sous la présidence socialiste de Hollande lorsque la prime d'activité



a été créée en fusionnant deux allocations qui, elles, étaient destinées à tous.

Pour que le travail de tous les salariés paye vraiment plus, il n'y a qu'un seul moyen : imposer des augmentations de salaires,

payées en prenant sur les profits patronaux ! Et, pour cela, la seule activité qui compte, c'est la mobilisation des travailleurs, unis contre les capitalistes et les Lecornu à leur service.

Jean Sanday

Côté patronal : toutes les larmes de leur corps

Dans les interminables tractations parlementaires avec les oppositions, le Premier ministre a fini par renoncer provisoirement à la suppression programmée de la surtaxe sur les profits des grandes entreprises, et à la baisse d'un impôt, la CVAE.

Alors, à entendre les patrons, le budget de l'État serait la corde qui les étrangle.

Les représentants du patronat ont poussé les hauts cris, à longueur d'interviews dans différents médias. Leurs impôts ne baissent pas, quel scandale ! Pour ces

gens qui sont biberonnés aux aides de toutes sortes – il en existe tellement que les parlementaires qui se sont penchés sur la question en juillet 2025 ont renoncé à en faire la liste exhaustive –, il ne suffit pas que l'État maintienne le statu quo :

il leur faut sans cesse plus d'aides directes, d'exonérations d'impôts, etc.

Le président du Medef, Patrick Martin, se plaint dans le journal de Bernard Arnault *Les Echos* qu'on attaque la compétitivité des entreprises françaises, qu'on ne peut plus croire en la parole de l'État, qui avait promis de supprimer ces charges insupportables. Et d'affirmer, contre toute évidence, que la prospérité des grandes

entreprises « ruisselle » sur la société. Pourtant celles-ci n'ont jamais fait autant de profits, tandis que la situation des travailleurs qui les fabriquent ne cesse de se dégrader. D'ailleurs, ces mêmes patrons sont scandalisés par la hausse de la prime d'activité que touchent certains travailleurs, alors qu'elle n'est justifiée que par la faiblesse des salaires qu'eux-mêmes versent à leurs employés.

Comme toujours, les

patrons menacent d'une apocalypse économique si la France n'était plus assez rentable pour eux : ils seraient obligés de licencier et n'auraient plus d'autre choix que de partir investir à l'étranger. On continuera donc sans doute à les entendre pleurer, gémir et crier à l'assassinat, même si leurs comptes en banque ne racontent pas la même histoire.

Camille Paglieri

Macron aux armées : pour quelques milliards de plus

Le 15 janvier, à l'occasion des traditionnels vœux aux armées, Macron s'est rendu à la base aérienne d'Istres, pour se livrer à cet exercice qu'il affectionne visiblement : parler devant les militaires.

Sur son ton habituel d'autosatisfaction, Macron s'est vanté d'être le président de la République qui aura doublé le budget militaire entre 2017 et la fin de son deuxième mandat.

Bien sûr, le parterre de galonnés ne pouvait qu'afficher sa satisfaction puisqu'il leur a garanti les 6,5 milliards d'euros supplémentaires promis pour 2026, dont quelque 3 milliards ajoutés à la hussarde en juillet. Macron n'aurait certainement pas le même accueil s'il venait dans les hôpitaux, les écoles pour prêcher la rigueur budgétaire alors que les services publics utiles à

la population sont déjà aux abois.

Bien que les industriels français de l'armement soient dans les cinq premiers exportateurs mondiaux, Macron leur a reproché de ne pas produire assez vite, de ne pas être vraiment entrés « en économie de guerre ». Ces patrons qui s'attendent à encaisser des milliards grâce aux commandes publiques n'ont pas dû trembler beaucoup en entendant ce discours.

Celui-ci avait surtout pour but de rappeler à l'opinion publique que désormais il faut se préparer à la guerre. Macron a préféré

ne pas parler du sacrifice des enfants pour la patrie comme l'avait fait le chef d'état-major des armées. Mais la même logique militariste était à l'œuvre et il n'a pas manqué de se réjouir de la prétendue volonté d'engagement de la jeunesse, en rappelant le nouveau service militaire.

« Nous sommes prêts », a conclu Macron à destination des militaires. Derrière la fanfare habituelle, il y a tout de même une vérité : l'état-major français veut être prêt à une guerre d'envergure, « de haute intensité », qui dévorera les richesses produites par les travailleurs et la vie de ceux qui, croyant tomber pour la patrie, mourront pour ces industriels auxquels Macron a promis des milliards.

Boris Savin

Meeting des listes Lutte ouvrière en Île-de-France

Paris

Samedi 14 février à 15 heures

Salle de la Mutualité
24, rue Saint Victor

Métro : Maubert-Mutualité - Entrée libre.

Avec Nathalie Arthaud
et Jean-Pierre Mercier



Affirmer que les travailleurs doivent diriger !

Aux élections municipales de mars 2026, Lutte ouvrière présentera des listes dans plus de 250 villes. Elles feront face à celles d'autres partis qui promettent monts et merveilles, sans jamais rien tenir, et qui veulent faire croire que le sort des classes populaires peut changer si elles votent pour le bon représentant, le bon chef.

Contrairement à eux, Lutte ouvrière tient à affirmer que les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leurs forces, leur organisation et leurs luttes collectives pour changer leur sort. Et cela est possible car ils sont à la base de tout ce qui se fait dans la société : dans les entreprises, les écoles, la santé, les transports et la création des richesses empêchées par les milliardaires.

Malgré cela, on voudrait faire croire aux travailleurs qu'ils ne sont pas capables de savoir ce qui serait juste et bon pour la société. Ils devraient se contenter de travailler, de subir sans jamais décider et laisser la politique aux spécialistes. Mais qu'ont prouvé les politiciens professionnels, ces notables qui se présentent comme les grands spécialistes ? Ils

ont appris dans les grandes écoles seulement à faire fonctionner le système, l'État et les entreprises tels qu'ils sont et doivent être selon eux. Ils ne remettent jamais en cause l'exploitation, la propriété privée des capitaux, le droit des capitalistes d'ouvrir ou de fermer leurs entreprises au gré de leurs intérêts sans tenir compte de ceux de la collectivité. Et ils veulent faire croire qu'ils connaîtraient des solutions miracle pour que ce même système, qui dure et écrase la population depuis des décennies, change enfin !

Lutte ouvrière dit le contraire : le monde du travail est le plus à même de prendre les bonnes décisions politiques et économiques dans la société. Les ouvriers sur les chaînes de production, les mères de

famille qui gèrent leur budget et éduquent les enfants, les employés de commerce et de banque qui voient passer les avoirs des capitalistes, les manutentionnaires qui font circuler les marchandises, tous peuvent voir ce qu'il en est de la réalité. Ils savent aussi quelle misère représentent leurs salaires par rapport à ce qu'apporte leur travail. Ils voient la réalité de l'augmentation des prix. Ils mesurent combien il faudrait créer d'emplois dans les entreprises pour que le travail devienne portable, combien il faudrait embaucher dans les hôpitaux et les écoles. Ce savoir fait d'eux les seuls vrais spécialistes de la société, ceux qui devraient la diriger et décider.

Les travailleurs doivent se sentir dans leur bon droit en défendant leurs intérêts et en s'exprimant politiquement. Les dirigeants de ce monde l'emmènent vers une guerre généralisée et Macron ne cesse de dire qu'il faudrait accepter de sacrifier la jeunesse. Et ce ne serait pas aux travailleurs de décider si, oui ou

non, ils veulent leur obéir !

Dans tous les domaines, la société devrait être dirigée par ceux qui la font tourner et non par les serviteurs des quelques milliardaires

qui en profitent. Les listes Lutte ouvrière – Le camp des travailleurs et tous ceux qui les composent incarnent cette volonté.

Marion Ajar

Travailleurs, forgeons



**nous-mêmes
notre avenir !**

Léa Demory et Raymond Covain, à Orchies

Aujourd'hui ouvrière à la retraite, ayant fait un apprentissage dans la coiffure à 15 ans, Léa a travaillé à l'usine, à Orchies dans le Nord, chez Leroux (la chicorée Leroux), puis dans une usine Thomson de réfrigérateurs. Il était facile de savoir combien d'argent le patron gagnait sur chaque frigo fabriqué ! Cette usine a fermé au début des années 2000 et Léa a fait partie des licenciés.

Son camarade second de liste, Raymond Covain, a travaillé à l'usine à partir de 15 ans, avant d'être embauché à la SNCF. Il y a travaillé comme soudeur sur les voies, avant d'être surveillant de travaux. Il a pris sa retraite à près de 62 ans, pour avoir une retraite correcte.

Tous les deux ont été militants au PCF pendant des dizaines d'années



avant de rejoindre Lutte ouvrière en 2014, déjà à l'occasion d'élections municipales ! Comme militants communistes, ils ont toujours défendu les intérêts des travailleurs. Mais le PCF distille l'illusion que leur sort pourra changer par les urnes, en ayant de « bons » élus. Or, les travailleurs doivent prendre leur sort en main, et avec les armes qui sont les leurs : celles de la lutte des classes, sans s'en remettre à des

« chefs », qu'ils soient politiques ou syndicaux. Et les idées nationalistes que distille le PCF, comme tous les autres partis, sont un poison mortel pour le camp ouvrier, encore plus dans des périodes comme aujourd'hui où la menace guerrière s'étend.

Les travailleurs n'ont pas de patrie, leurs seuls ennemis sont les capitalistes, ici et partout dans le monde. Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Renée Potchtovik, à Beauvais

Pour la cinquième fois, Renée conduira la liste Lutte ouvrière, qui sera la caisse de résonance de la colère de ceux qui n'ont pas d'autre moyen d'existence qu'un salaire, une pension de retraite, une indemnité de chômage.

Sur le marché de la ZUP, tout le monde dit qu'on ne peut plus se soigner. Tour A13, à Argentine, les locataires n'ont pas eu d'eau chaude pendant des mois. Rue du Maine, pas de chauffage pendant près de deux ans ; des locataires de la Soie Vauban ont vu un rappel de charges de 1 000 euros ; et ne parlons pas de la nourriture ! Tout est trop cher !

Un jeune en intérim de ses connaissances vient d'être licencié à cause d'un accident du travail. Les enfants d'amis proches ne trouvent que des contrats précaires.



PHOTOS LO

Des camarades de la liste sont dans des entreprises en sursis, comme Forvia, à Méru ! On nous annonce de nouveaux emplois à Beauvais avec la venue d'Amazon, mais on nous avait joué la même chanson avec l'usine de tracteurs Agco. Cela s'est traduit par 110 licenciements... et un pont d'or pour Agco, au sens littéral du terme.

C'est contre tout cela que la liste Lutte ouvrière s'élève ! Et aussi contre le sort indigne fait aux migrants. Ces travailleurs sont nos frères !

CGT: à la remorque des partis de gauche

La direction de la confédération syndicale CGT a émis le 13 janvier un communiqué à propos des futures élections municipales. Elle y appelle à soutenir les partis de gauche, en oubliant de dénoncer leurs trahisons passées... et futures envers les intérêts des travailleurs.

Les responsables de la CGT voient dans l'union de la gauche le moyen d'améliorer le quotidien de la population dans les communes où elle serait élue et d'élever un rempart à la montée de l'extrême droite. Mais c'est faux.

Les municipalités, y compris de gauche, sont obligées de répercuter les baisses de budget qu'elles subissent sur la population laboureuse et sont impuissantes quand les entreprises ferment ou quand l'État réduit le nombre de constructions de logements. Même avec de bonnes intentions, elles ne peuvent protéger les travailleurs des coups de la classe capitaliste.

À l'échelle nationale, la gauche a démontré que chaque fois qu'elle parvenait au pouvoir, elle menait une politique en faveur des capitalistes et donc

contraire aux intérêts du monde du travail. Faire croire que les élections peuvent permettre aux travailleurs d'améliorer leurs conditions de vie entretient une illusion dangereuse car elle masque le fait que les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs mobilisations et sur les armes de la lutte de classe pour changer leur sort.

Quant à l'argument du barrage à la montée de l'extrême droite, il prend l'eau depuis longtemps. S'il y a bien une chose qui a favorisé le développement d'illusions sur le FN et le RN dans les milieux populaires, ce sont justement les trahisons répétées de la gauche au pouvoir. Cela a abouti à ce que bien des travailleurs, désemparés par ces trahisons, se tournent vers leurs pires ennemis avec l'idée que ceux-là « on ne les a pas essayés ».

On ne peut pas combattre ces idées en appelant à voter pour des Holland, des Borne ou autres macronistes, comme on l'a vu en 2024 lors des législatives anticipées. On ne fera reculer l'extrême droite qu'en aidant à la remontée de la combativité et de la conscience ouvrière, et en dénonçant tous les ennemis du monde du travail. C'est-à-dire les capitalistes, qu'ils soient français ou étrangers, mais aussi les gouvernements à leur service. Mettre tout son poids à convaincre que seules les luttes peuvent changer le sort des travailleurs, voilà de la part d'un syndicat, ce qui aiderait à combattre le poison d'extrême droite.

La CGT propose aussi d'exclure les militants qui seraient candidats sur des listes d'extrême droite. Il ne s'agit certes pas de les approuver, mais c'est une façon de renoncer au combat contre ces idées dangereuses, en le remplaçant par des mesures administratives ! Ceux qui s'égarent du côté de leurs propres



Binet et Roussel à la Fête de l'Humanité 2024.

ennemis ne seront pas convaincus par une exclusion ou une invitation à voter pour d'autres ennemis de la classe ouvrière.

Par ailleurs, le syndicat ne peut pas, ne doit pas interdire à ses membres de s'engager sur le plan politique. Il est d'autant moins autorisé à le faire que lui-même les a, à plusieurs reprises, engagés à soutenir

des partis qui une fois au pouvoir ont trahi les intérêts des travailleurs.

Pour que les travailleurs ne choisissent pas des options politiques contraires à leurs intérêts, il serait déjà souhaitable que le syndicat lui-même mène une politique qui y soit pleinement conforme et sache le démontrer.

Marion Ajar

Loi Yadan: l'antisionisme criminalisé ?

Le 26 janvier, l'Assemblée doit se pencher sur une proposition de loi déposée il y a 15 mois visant à «lutter contre les formes renouvelées d'antisémitisme». Elle porte le nom de la députée macroniste Caroline Yadan, élue dans la 8^e circonscription des Français de l'étranger où ceux établis en Israël présent majoritairement.

Ce n'est pas la première fois que le parti de Macron essaye de se poser en protecteur des Juifs de France, en concurrence avec la droite et le RN. L'argumentation est simple : les actes antisémites sont plus nombreux qu'avant – ce qui est vrai

– car ils seraient encouragés par ceux qui critiquent l'État israélien – ce qui est faux.

La proposition de loi Yadan consiste donc en une répression accrue du «fait de tenir publiquement des propos présentant des actes

de terrorisme comme une légitime résistance» ou de qui «les minore, relativise ou banalise». Déjà des militants syndicaux ou de gauche ont été condamnés pour avoir expliqué par tract ou sur les réseaux sociaux que l'attaque du Hamas du 17 octobre 2023 se situait dans le cadre d'une guerre qui oppose depuis des décennies l'État israélien à la population palestinienne et aux organisations qui luttent en son nom. Avec cette nouvelle loi, d'autres seraient mis

en examen pour apologie «indirecte» du terrorisme, comme le font bien des dictatures dans le monde.

Il est vrai que l'attaque du mouvement nationaliste religieux Hamas était une des pires façons de remettre sur le devant de la scène la lutte des Palestiniens. Non seulement le fait de tuer au hasard des civils israéliens était condamnable, mais il n'a en rien fait avancer la cause de la libération nationale du peuple palestinien. Au contraire, il a facilité la politique de Netanyahu et la guerre à outrance qu'il mène à la population de Gaza et de Cisjordanie, mais il ne la justifie évidemment en rien.

Cette proposition de loi s'inscrit dans la criminalisation de toute critique du sionisme, assimilée à de l'antisémitisme. Qui décidera si des actes sont du terrorisme ? Qui décidera ce qu'est une légitime résistance ? En une autre époque, durant le régime de Vichy de 1940 à 1944, des juges français ont condamné à mort pour terrorisme ceux

qui se battaient au nom de la résistance... Et demain si cette loi passe, s'appliquera-t-elle de la même façon à quelqu'un qui soutient la lutte des Palestiniens et à un autre qui prétend que l'État israélien est en état de légitime défense lorsqu'il terrorise toute une population en tuant des dizaines de milliers de civils Gazaouis ?

Ce type de loi ne pourra pas faire reculer les préjugés antisémites, alimentés en partie par ceux qui considèrent que tout Juif, vivant en France ou même dans l'État d'Israël, est nécessairement un soutien de la politique de cet État et des crimes qu'il commet contre les Palestiniens. En revanche, ce pourra être une arme de plus dans les mains de l'État français pour tenter de faire taire ceux qui le critiquent et notamment tous ceux qui dénoncent sa complicité avec la politique génocidaire des dirigeants israéliens et leur terrorisme d'État. Ils seront tout simplement passibles de l'accusation de «terrorisme» !

Lucien Détroit



Manifestation contre le massacre à Gaza, samedi 14 juin à Paris.

RN : "L'homme du peuple" et la princesse

En quittant la réception organisée au Grand Palais le 13 janvier pour les 200 ans du *Figaro* accompagné de Marie Caroline de Bourbon des deux Siciles, duchesse de Calabre et de Palerme, Bardella est parvenu à éclipser l'ouverture du procès en appel de Marine Le Pen.

Des responsables du RN se sont insurgés contre « l'atteinte à la vie privée » de Bardella, mais celui-ci et la fille de la famille de Bourbon n'ont pas été surpris par un paparazzi lors du petit-déjeuner : ils s'étaient joints au millier d'invités du bicentenaire du *Figaro*,

accueillis par les battements de tambour de la garde républicaine en tenue napoléonienne coiffée d'un « ourson » (pas un ourson vivant, mais un couvre-chef de 33 cm en poil d'ours).

Celui qui aime à se présenter comme un « homme du peuple » aurait rencontré

à Monaco la riche héritière, figure de la jet set et habituée des vacances d'hiver dans la station suisse de Gstaad, des réceptions dans le château familial de Saint-Tropez ou dans un hôtel particulier à quelques encâblures des Champs-Élysées. Le trust familial, hébergé dans le paradis fiscal de Curaçao, abriterait une fortune de 600 millions de dollars.

Pour un peu, on en oublierait que, si le RN aspire à se lier à ce petit monde de la haute bourgeoisie, Bardella

n'était pas le seul à faire des courbettes au Grand Palais. Il y côtoyait l'actuel et d'anciens présidents de la République, tels que Macron, Sarkozy et Hollande, d'anciens chefs de gouvernement comme Bayrou, Borne, Fillon, Philippe. Il y avait aussi des ministres et des ex-ministres, comme Dati, Cazeneuve, Darmanin, Retailleau, Beaune, Pécresse, des généraux en goguette comme l'ex-chef d'état-major Lecointre... tous se pressant autour d'une série de

grands capitalistes : François Pinault (Kering), Xavier Niel (Free), Alexandre Bompard (Carrefour), Laurent Dassault (Dassault Aviation), sans oublier bien sûr Bernard Arnault pour LVMH.

Le RN se prétend antisystème sous prétexte « qu'on ne l'a pas essayé » au pouvoir. La bourgeoisie, elle, a commencé à le faire. Et il lui plaît de plus en plus, tout comme, semble-t-il, à la descendante des rois de Naples.

Sacha Kami

Paris : encore une victime de violences policières

Jeudi 15 janvier en soirée, alors qu'il prenait l'air devant son foyer de travailleurs migrants, un Mauritanien, El Hacen Diarra, a été interpellé et tabassé par des policiers de la brigade territoriale de contact du 20^e arrondissement de Paris.

L'homme est mort quelques heures plus tard dans les locaux du commissariat, n'ayant pu être réanimé suite à un malaise.

Alors que la violence envers un homme paisible était flagrante, il a quand même fallu attendre cinq jours pour qu'un juge d'instruction se penche sur les causes de sa mort. Ce délai a laissé largement le temps aux policiers de s'accorder sur une même version des faits. Selon eux, la victime « roulaient un joint » et comme il se serait rebellé lorsqu'ils ont voulu l'arrêter, ils

auraient été « contraints » d'utiliser un taser, ce qui l'avait fait chuter en entraînant deux policiers. Et comme si ces accusations ne suffisaient pas, la police y a ajouté la détention de faux documents administratifs et d'une « matière brunâtre s'apparentant à du cannabis. » Quant à l'autopsie qui a eu lieu, elle n'aurait pas apporté de « certitude sur la causalité du décès. »

Or une vidéo filmée par des voisins lors de son arrestation donne une tout autre version : on y voit deux policiers donnant des



Rassemblement en hommage à El Hacen Diarra, dimanche 18 janvier devant la résidence des Mûriers à Paris.

coups de poing à l'homme tombé au sol, qui demande à ses agresseurs de ne pas l'étrangler ; d'autre part, des témoins ont vu « une mare de sang sur les lieux de l'interpellation ». L'IGPN a

fini par être saisie pour enquêter, mais pour l'instant, les policiers responsables de ce crime ne sont ni suspendus de leurs fonctions ni séparés.

Un rassemblement, qui

a eu lieu dimanche 18 janvier dans le 20^e arrondissement pour demander que la justice soit faite, a réuni plusieurs centaines de personnes.

Marianne Lamiral

Parcoursup : une offre toujours plus restreinte

À partir du lundi 19 janvier, les lycéens voulant faire des études secondaires doivent formuler des vœux sur la plateforme Parcoursup. Une source d'angoisse pour de nombreux jeunes et leurs familles.

En effet, alors que le nombre d'étudiants n'a cessé d'augmenter ces dernières années – plus 200 000 en dix ans –, l'offre se réduit, à cause des économies budgétaires. Les universités sont très largement en déficit : leurs charges s'alourdissent, tandis que l'État se désengage financièrement. Elles doivent de plus en plus jongler entre des économies de fonctionnement et des fermetures de places. Elles vont devoir puiser dans leurs fonds de roulement, qui permettent d'entretenir les locaux et de parer aux

imprévis.

À Lille, le déficit de l'université atteint 45 millions d'euros, et la direction annonce la suppression de 381 places. À Rouen, ce seraient 600 places en moins. À Toulouse, la faculté de droit a fermé 1 000 places depuis 2020, et 300 dans le cursus de communication, alors que les demandes sont toujours aussi fortes. De nombreux étudiants sont ainsi contraints de choisir entre une formation qui ne correspond pas vraiment à ce qu'ils souhaitent, mais qui est proche de chez eux,

ou bien une formation qui leur plaît mais a lieu dans une autre ville, avec les frais que cela entraîne, notamment pour le logement.

Le ministre de l'Enseignement supérieur a bien essayé de rassurer les familles en affirmant que ce n'est pas un algorithme qui répartit les étudiants, que chaque dossier sera étudié personnellement par les enseignants des universités, et que l'immense majorité des jeunes auront une offre de formation, la réalité est loin de ce conte de fées. L'éducation est d'abord guidée, comme dans les autres secteurs, par des impératifs budgétaires.

Camille Paglieri

Lisez *Lutte de classe*

Revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 253 (février 2026)

- Iran : le régime face à un peuple en révolte
- Intervention militaire au Venezuela
- Le RN et le grand patronat
- La classe ouvrière chinoise
- La monarchie marocaine
- Joe Jacobs / Nouvelles du ghetto



Prix : 3 euros – envoi contre cinq timbres.

Mayotte : une eau pas très transparente

Depuis le 19 janvier un procès pour corruption autour des marchés de l'eau à Mayotte se déroule devant le tribunal correctionnel de Paris.

Le principal mis en cause est l'ex-président du syndicat intercommunal des eaux de Mayotte. Avec cinq autres responsables, il est accusé d'avoir attribué à des entreprises des contrats sans mise en concurrence, dont certaines pour des travaux fictifs, et même de s'être fait offrir des voitures en échange de l'obtention de chantiers... Entre 2013 et 2017, ces combinards ont attribué

pour 22,5 millions d'euros de commandes publiques, mais en les saucissonnant très souvent en lots de moins de 100 000 euros pour rester sous le seuil qui impose de recourir à une mise en concurrence transparente.

Cet argent public n'a pas été perdu pour tout le monde à Mayotte : cinq patrons ont déjà reconnu les faits pour éviter le procès public et ont été condamnés pour recel

de favoritisme, et certains pour recel de détournement de fonds publics. Six autres chefs d'entreprise sont sur le banc des prévenus. L'affairisme du patronat local est un secret de Polichinelle : le Medef national vient même de décider de radier sa section mahoraise pour manquements graves à la transparence financière...

Alors que la justice suit lentement son cours, les habitants de bien des quartiers se débattent dans des difficultés croissantes pour avoir accès à l'eau, qui est



La population manque toujours cruellement d'eau à Mayotte.

AMINAT OULDAMDINE MAYOTTE 1ERE

loin d'être courante en permanence à Mayotte. Bien des politiciens locaux et nationaux ont dénoncé ce scandale mais ont préféré en attribuer la responsabilité aux pauvres d'origine comorienne ou africaine. L'État français n'a pas été en reste, lançant sa gendarmerie contre leurs habitations de fortune pour les faire déguerpir.

Cette politique raciste n'a rien changé au sous-

dimensionnement du réseau de distribution d'eau potable à Mayotte, et n'a pas fait couler l'eau plus souvent qu'au-paravant. Le procès met en évidence la mainmise d'un patronat avide sur les services publics, aidé par des responsables pas très regardants, tous en bonne partie comptables des difficultés quotidiennes de la population de Mayotte.

Lucien Détroit

Hausse des prix : un "ralentissement" peu visible

L'Insee vient de publier ses statistiques sur l'inflation et ses conséquences sur les prix. Le porte-monnaie des travailleurs parle bien plus clairement que ses évaluations.



L'institut parle de « ralentissement » des prix. À y bien regarder, il s'agit seulement d'un ralentissement... de la hausse. En effet, si par rapport aux sommets atteints les années précédentes, l'inflation officielle n'a été « que » de 0,9 % en moyenne en 2025, certains prix ont sérieusement entamé le budget des familles populaires.

Si la hausse des prix a touché les produits de luxe, gageons que ceux qui les consomment n'en ont pas été trop affectés. En revanche, l'augmentation des loyers, de la distribution d'eau et de l'enlèvement des ordures ménagères, en hausse de 2,5 % sur l'année, a pesé lourd sur un salaire de mère isolée. C'est bien plus encore le budget alimentation qui représente,

pour une famille populaire avec plusieurs enfants, une grande partie des dépenses peu compressibles. Le site Marmiton a listé quelques produits dont le prix flambe, allant de la viande de bœuf à + 9,7 % dans l'année aux fruits surgelés à + 23,8 %, en passant par le chocolat à + 12,3 % et l'indispensable café du matin à + 17,8 % ! Et si l'Insee estime la hausse des prix de l'alimentation moins spectaculaire, c'est d'abord qu'il s'agit d'une moyenne générale, qui n'est pas à l'image de la consommation réelle. Et, additionnées sur plusieurs années successives, les « légères » hausses en forment une bien lourde !

Outre l'alimentation, l'Insee intègre dans son « ralentissement » la baisse du tarif de l'électricité

(- 11,9 % sur l'année 2025). Hélas, celle-ci est loin de compenser les hausses successives, et pas même celle de 2024 (+ 15,7 %). Pour rester dans le domaine de l'énergie, le prix du gaz, lui, a grimpé de près de 10 %. Une autre dépense incontournable pour la plupart des travailleurs est celle des assurances, dont les prix augmentent d'année en année. Les hausses des tarifs des transports, quant à elles, ne peuvent pas être compensées par l'usage du vélo !

Le vrai problème est que les salaires et pensions n'ont pas suivi, loin de là. Un cabinet de conseil en ressources humaines a estimé à 2,5 % l'augmentation du budget consacré par les patrons aux salaires en 2025, et encore, il s'agit surtout d'augmentations individuelles, voire de primes qui peuvent s'évaporer au moindre prétexte. Le chômage, qui pousse à accepter des emplois peu ou mal rémunérés ou des horaires partiels, pèse également de tout son poids pour faire baisser ce que le patronat appelle le « coût » du travail.

Pendant que ceux qui produisent, emballent, livrent, transportent... calculent et s'endettent, ceux à qui leur travail rapporte s'enrichissent, sans même devoir quitter leurs paisibles villas. Cherchez l'erreur...

Viviane Lafont

Surendettement : l'explosion

Selon la Banque de France, le nombre de dossiers de surendettement, qui a atteint 148 000, a augmenté de 10 % pour la deuxième année consécutive. Cela illustre la plongée dans la pauvreté d'une partie croissante du monde du travail.

Ces dossiers sont déposés par des personnes dans l'incapacité de faire face à leur dette et jugées par un tribunal. Celui-ci peut autoriser un rééchelonnement ou, dans certains cas, l'annulation de la dette.

Selon un bénévole d'une association d'aide aux surendettés, « jusqu'à présent, on traitait surtout le surendettement par rapport aux crédits qu'on ne pouvait pas rembourser, mais ce qu'on remarque de plus en plus aujourd'hui est une difficulté à affronter les charges journalières, loyer, chauffage, gaz, électricité... ». Une perte d'emploi, le départ à la retraite, ou un simple arrêt maladie se traduisent par une baisse du pouvoir d'achat et plongent bien souvent des travailleurs dans la spirale de l'endettement.

Un ancien cheminot, à la suite d'un arrêt maladie, a par exemple vu son salaire tomber à 1 300 euros net alors que sa femme et lui doivent rembourser 3 600 euros par mois. Ayant déposé un dossier, il explique ainsi cette situation : « La chute de salaire, on commence à prendre des crédits, c'est un cercle vicieux. On se dit, non, on ne va pas y arriver, donc on reprend un crédit, mais en fait, ça nous augmente notre taux d'endettement. » Et bon nombre de vautours financiers se nourrissent des taux usuraires qu'ils peuvent imposer aux personnes surendettées.

Le gouverneur de la Banque de France s'est dit « attentif à l'augmentation inattendue du nombre de dossiers », mais surtout parce qu'il doit « mobiliser des effectifs supplémentaires pour y faire face ».

Pour qu'une telle descente aux enfers soit impossible, le minimum serait que chaque travailleur puisse vivre dignement de son salaire ou de sa retraite.

Christian Bernac



“Conseil de la paix”: comment Trump prépare la guerre

Le 17 janvier, Trump a fait savoir au monde que le Conseil de la paix, créé sous son égide pour, disait-il, régler la situation à Gaza, allait désormais s’occuper de faire régner la paix et la prospérité sur la planète entière. Sous sa direction éclairée, naturellement.

Durant sa campagne électorale, en 2024, Trump promettait de régler la question palestinienne d'un claquement de doigts et d'apporter la paix en Ukraine en 48 heures. Non seulement les tueries se poursuivent sur ces deux terrains, mais le président américain a depuis un an envoyé missiles et bombardiers au Yémen, en Syrie et en Iran, puis kidnappé le président vénézuélien. Il menace désormais de saisir le Groenland, voire le Canada. Il a cessé de financer les organisations internationales d'aide aux populations et s'est retiré des traités qui suggèrent de respecter l'environnement. De plus, dans tous les pays, Trump et son administration encouragent les partis et les politiciens d'extrême droite qui se proposent d'écraser les luttes des travailleurs. Enfin, *last but not least*, partout dans le monde et par tous les moyens, le président favorise les affaires de ses amis milliardaires et les siennes

propres, fût-ce au prix de la guerre.

Son Conseil de la paix a donc tout de la sinistre plaisanterie. Les seuls dirigeants qui ont d'ores et déjà accepté d'y participer, voire de payer un milliard de dollars en espèces le droit d'entrée au club, sont ses obligés, comme le roi du Maroc ou le président argentin. Les dirigeants des grands pays européens n'ont pour l'instant pas répondu, ce qui a déclenché de nouvelles rodomontades de Trump. Même Macron, qui s'est pourtant contenté de décliner poliment l'invitation « à ce stade », est menacé de se voir infliger 200 % de taxe sur les vins de Champagne.

L'affaire pourrait apparaître comme une revanche puérile contre le secrétaire général de l'ONU, qui a critiqué Trump à plusieurs reprises et même contre le comité Nobel, qui ne lui a pas décerné son prix de la Paix. On pourrait en rester là s'il ne s'agissait que d'un caïd

de bac à sable, mais ce délire mégalomane est celui du chef de l'État le plus puissant du monde, de l'agent exécutif du principal impérialisme et de la bourgeoisie la plus riche. Il a d'autres raisons.

La concurrence de plus en plus féroce entre capitalistes, dans un marché mondial qui se rétrécit, sans autre perspective que la course aux armements et les bulles spéculatives, contraint la bourgeoisie américaine à aller se servir dans la gamelle des autres, selon l'heureuse expression de l'ex-PDG de Stellantis. Avec son Conseil de la paix, comme par toute sa politique, Trump propose à ses seconds couteaux allemand, français, britannique, japonais, etc., d'apporter eux-mêmes le contenu de leurs gammes au suzerain, faute de quoi il ira se servir lui-même.

Cette politique a été relativement efficace en ce qui concerne certains grands groupes privés européens qui, l'an passé, sont allés à Washington arranger directement leurs affaires avec Trump. Elle a continué à fonctionner vis-à-vis de l'Union européenne qui a, au mois d'août, signé un traité



permettant aux États-Unis d'augmenter les taxes qui frappent leurs produits. Et si la volonté de Trump d'annexer le Groenland et sa prétention de remplacer l'ONU par un club de féaux à sa botte se heurtent à une levée de boucliers, on verra s'ils ne sont pas en carton.

Il est peu probable, vu les rapports de force et l'intrication des économies, que les Européens résistent longtemps sur le fond, même s'ils refusent d'en passer par les bouffonneries de Trump. Les bourgeoisies et les États

européens, malgré toutes leurs déclarations et des dizaines d'années d'une union formelle, restent concurrents et incapables de s'allier, même pour résister à la pression américaine.

Derrière les déclarations de Trump, il y a la volonté d'affirmer sa toute-puissance, depuis l'explosion des crédits militaires jusqu'aux efforts d'embrigadement des vassaux, par exemple dans un Conseil de la paix qui serait plus à sa main que l'ONU.

Paul Galois

Gaza: le mythe de la reconstruction

La « phase 2 » du plan de Trump prétendant mettre fin à la guerre contre Gaza a débuté le 14 janvier. À la suite, le comité technocratique de « gouvernance » que le président américain a prévu pour administrer provisoirement et piloter la reconstruction du territoire, s'est réuni deux jours plus tard en Égypte.

Composé de quinze personnalités palestiniennes ayant l'heure de convenir au Conseil de la paix de Trump, et sous sa responsabilité, ce comité a pour l'instant plus ou moins reçu le soutien des responsables du Hamas et du Jihad islamique, depuis Gaza, et du Fatah depuis la Cisjordanie, lesquels se déclarent cependant inquiets sur la réalité de la reconstruction.

Pour la population, c'est plus que de l'inquiétude. L'aide humanitaire ne parvient que sporadiquement à des centaines de milliers de Gazaouis sans toit, sans chauffage, sans eau, sans nourriture et sans médicaments. Parmi les camions autorisés par le gouvernement israélien à acheminer de l'aide, la grande majorité est affrétée par des sociétés

privées, et les besoins essentiels sont loin d'être couverts. Si l'on peut trouver des chips hors de prix, le lait infantile reste inaccessible.

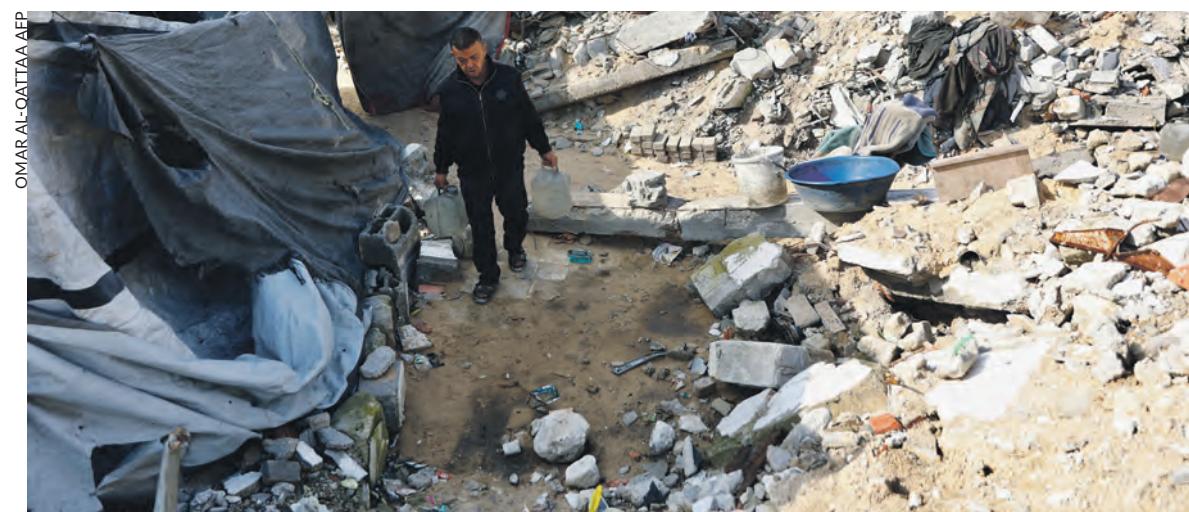
Alors que le cessez-le-feu est censé être en place depuis octobre, des tirs ou des bombardements tuent des Palestiniens tous les jours, soit-disant en riposte à des tirs du Hamas ou du Jihad islamique. Le nombre de tués, 470, en témoigne : l'armée israélienne poursuit sa guerre. Elle occupe les points de passage, déplace chaque jour un peu plus la « ligne jaune », dont le franchissement et même l'approche sont interdites aux Gazaouis, en danger de mort. Même depuis le démarrage de la « deuxième phase » du plan de paix de Trump, 14 Gazaouis ont été tués près de Gaza-ville.

« Personne ne se soucie de nous », déclare un habitant depuis les ruines de Gaza-ville à des correspondants téléphoniques. « Le monde entier se réunit au Caire pour parler de Gaza, mais ils ne peuvent même pas y entrer ». D'ailleurs, outre le passage des informations, rien ou presque ne fonctionne à Gaza, ni les réseaux d'eau et d'électricité, à peine les hôpitaux, encore moins les écoles. Les menaces du

gouvernement israélien, relayées et amplifiées par Trump, fonctionnent à plein. Le Hamas est sommé de rendre toutes les armes, alors que les troupes israéliennes, elles, sont présentes, armées jusqu'aux dents, et provocantes. La « force internationale de stabilisation » prévue dans le plan Trump et censée aider à sécuriser Gaza pendant la reconstruction apparaît comme une sinistre plaisanterie.

Quant au retrait de l'armée israélienne de Gaza, vaguement évoqué à terme dans le plan de Trump, il ne saurait en être question pour Netanyahu et l'extrême droite au gouvernement, qui continuent à écraser les Palestiniens sous leur talon de fer, condamnant aussi au passage la population israélienne à continuer à vivre en guerre permanente.

Viviane Lafont



Les tentes au milieu des décombres de la ville de Gaza, détruite à 80 %.

Groenland : de lourdes menaces

Face à la menace de Trump de prendre le contrôle du Groenland, plusieurs gouvernements européens ont monté une opération baptisée « Arctic endurance » et envoyé des soldats, officiellement en reconnaissance. Leur objectif proclamé était de manifester leur solidarité avec le Danemark et démontrer la cohésion de l'Union européenne dans ces circonstances.

Les effectifs engagés, tout symboliques, représentent un aveu de faiblesse, mais pas seulement. Cette opération atteste aussi du fait que la rivalité entre l'impérialisme en chef, les États-Unis, et les impérialismes européens de seconde zone s'approfondit, et que, dans ce système, cela se joue aussi sur le terrain militaire.

Une quinzaine de soldats ont ainsi été envoyés le 15 janvier par la France. Un nombre du même ordre l'a été par l'Allemagne, mais ils ne sont même pas restés quarante-huit heures. Le Royaume-Uni a annoncé avoir envoyé un unique officier. L'Italie, de son côté,

s'est déclarée opposée à toute aventure militaire et plaide pour une solution négociée. En fait de cohésion, l'Union européenne fait plutôt la démonstration de sa division et de son impuissance.

Trump a riposté en menaçant les pays qui ont envoyé des soldats au Groenland de nouvelles hausses des tarifs douaniers : 10 % en plus dès le 1^{er} février et 25 % supplémentaires après le 1^{er} juin. Une partie des dirigeants européens, dont Macron, toujours le plus va-t-en guerre en paroles, ont déclaré être prêts à utiliser le « bazooka commercial », un ensemble de mesures de rétorsion consistant à limiter certaines

importations en provenance des États-Unis et l'accès des entreprises américaines aux marchés publics.

Quels que soient les développements de cette crise, les États européens ne défendent pas le « droit international » face à un Trump qui serait le seul adepte de la loi du plus fort. En réalité, les dirigeants des États européens ne font que défendre la place de leur bourgeoisie dans l'arène capitaliste mondiale, dans un contexte où la concurrence s'exacerbe, réduisant les plus faibles à la portion congrue. Et aucun de ces dirigeants ne se préoccupe des intérêts et des aspirations des peuples. La population groenlandaise compte aussi peu à leurs yeux qu'aux yeux de Trump. Ainsi, le Danemark, qui a colonisé l'île inuite, a réduit ses habitants autochtones à la condition de citoyens de seconde zone. En octobre,



Soldats danois arrivant au Groenland, le 19 janvier.

MADS CLAUS RASMUSSEN / RITZAU SCANPIX / AFP

des dizaines de femmes groenlandaises ont rappelé au gouvernement danois que, dans les années 1960-1970, le royaume avait imposé la stérilisation forcée à des milliers de femmes.

L'État français, par la bouche de Lecornu comme par celle de Mélenchon, de Le Pen et de Roussel, s'offusque d'autant plus des prétentions

de Trump sur le Groenland qu'il tient à ses possessions coloniales, de Mayotte à la Nouvelle-Calédonie, en passant par les Antilles, la Polynésie, la Guyane et la Réunion. Elles lui confèrent, en effet, le deuxième plus grand espace maritime au monde et la promesse de profits renouvelés et d'affirmation impériale.

Thomas Baumer

Syrie : al-Charaa s'attaque aux Kurdes

Le 18 janvier, les troupes syriennes d'al-Charaa ont repris le contrôle des provinces de Rakka et Deir Ezzor, jusqu'alors contrôlées par les forces kurdes du FDS. Cette défaite marque la fin de l'autonomie des Kurdes dans le nord-est de la Syrie.

Les Kurdes, qui vivent à cheval sur l'Iran, l'Irak, la Syrie et la Turquie, font partie des peuples privés du droit à l'existence nationale du fait des découpages faits par les puissances impérialistes. Pour garder le contrôle du Moyen-Orient, elles ont dépecé le vieil empire ottoman, au sein duquel vivaient tous les peuples de la région. Après avoir exercé un mandat colonial direct, elles ont fait surgir des États nationaux,

aux frontières artificielles, dont elles ont entretenu les rivalités. Opprimés dans les pays où ils constituent des minorités, les Kurdes ont souvent été instrumentalisés par leurs dirigeants nationaux cherchant le soutien d'une puissance voisine en échange du contrôle d'un territoire.

Ainsi les Kurdes d'Irak ont-ils pu obtenir la gestion d'une vaste région autonome après le renversement de Saddam Hussein

en 2003 par l'armée américaine. Les milices kurdes de Syrie ont représenté les principales forces combattantes au sol lors de la guerre contre Daesh, menée par la coalition internationale sous l'égide des États-Unis, entre 2014 et 2019. Elles ont payé de grandes pertes humaines la reconquête de Mossoul puis de Rakka, qui étaient tombées sous le contrôle des djihadistes de l'État islamique. Le soutien des États-Unis et leur rôle décisif dans les combats leur ont alors permis une administration kurde sur le nord-est de la Syrie, souvent nommée le Rojava. Jusqu'au 18 janvier, elle

contrôlait non seulement les régions à majorité kurdes mais également des régions arabes, stratégiques et riches en pétrole, autour de Rakka et Deir Ezzor, sur le fleuve Euphrate. Sur ce territoire, elle percevait les rentes pétrolières et contrôlait les postes frontières et l'importation de marchandises.

Mais ce pouvoir était fragile. Dès octobre 2019, les États-Unis avaient retiré leurs forces spéciales de la région, ouvrant la voie à l'armée turque, qui imposa son contrôle, au prix de milliers de morts civils et de destructions, sur une large bande de territoire à sa frontière. Face à elles, les dirigeants kurdes avaient passé un accord avec Bachar al-Assad, le dictateur syrien soutenu par l'Iran et la Russie. Cet accord, ainsi qu'une alliance avec les chefs des tribus arabes vivant autour de l'Euphrate, ont permis aux dirigeants kurdes de se maintenir.

La chute de Bachar al-Assad en décembre 2024, renversé par Ahmed al-Charaa, lui-même soutenu par la Turquie et adoubé par Trump et accessoirement Macron, a changé la donne. Depuis un an, al-Charaa se pose en champion de l'unité de la

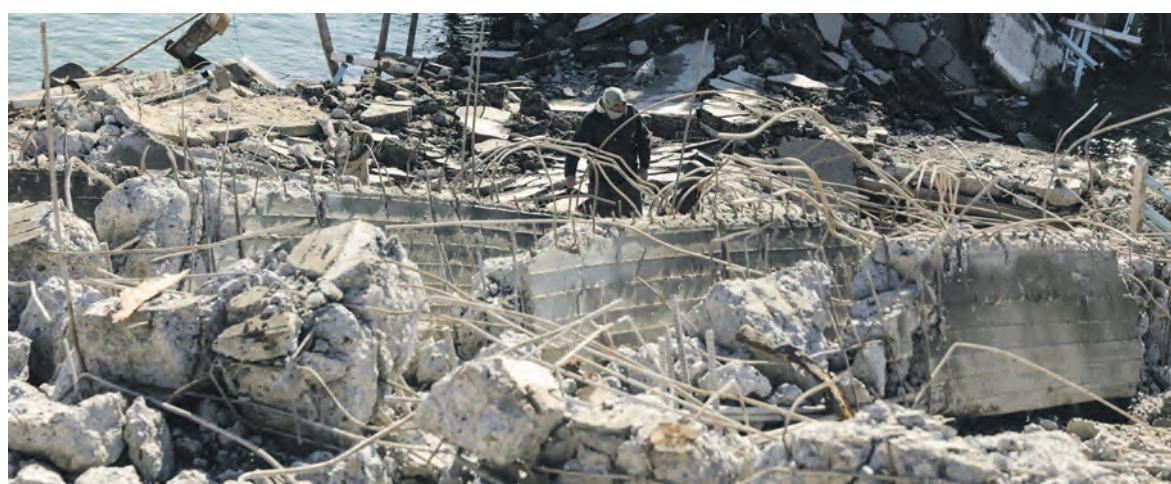
Syrie, prêt à intégrer toutes les minorités nationales, mais sous son contrôle. Si un accord a été signé en mars 2025 avec le chef des FDS, le général Mazloun Abdi, cette intégration se heurtait aux résistances des dirigeants locaux, qui avaient beaucoup à perdre. L'offensive militaire lancée contre l'enclave kurde d'Alep, puis contre Rakka, accompagnée du retour des chefs de tribus arabes, a précipité l'affaire.

L'accord ratifié à Damas le 19 janvier, sous l'égide des États-Unis, prévoit que les Kurdes pourront continuer à étudier dans leur langue, qu'ils auront accès à des postes dans l'administration mais que les soldats devront s'enrôler individuellement.

Les militants turco-kurdes du PKK, eux, devront quitter le pays. Quant aux classes populaires, qu'elles soient kurdes ou pas, leur quotidien reste fait de privations.

Ce énième revers pour les Kurdes montre encore une fois que l'ordre mondial imposé à coups de trique par les grandes puissances ne laisse aucune place au droit des peuples à s'administrer comme ils l'entendent.

Xavier Lachau



BAKRA AL-KASEM / AFP

Rakka en ruines, le 19 janvier.

Iran: les massacreurs et leurs complices

Du 8 au 10 janvier, confrontés à l'amplification des manifestations, les dirigeants de la République islamique ont réagi en procédant à un bain de sang. Les forces de répression auraient fait des milliers, voire selon certaines sources 12 000 morts, bien plus de blessés graves et procédé à des arrestations massives.

En dépit de la coupure d'Internet, les témoignages concordent. Le soir du 8 janvier, des foules massives, certains évoquant un million de personnes à Téhéran et quatre à cinq millions dans l'ensemble du pays de 92 millions d'habitants, des hommes et des femmes de divers milieux sociaux, de tous les âges, sont descendus dans la rue pour défier le régime. Les appels à manifester du fils de l'ancien chah, lancés depuis son exil américain et relayés avec complaisance par les médias occidentaux, n'ont sans doute joué qu'un rôle marginal. Ce raz-de-marée témoigne de la haine que suscite désormais le pouvoir. Ses dignitaires provoquent l'effondrement monétaire, affament la population, paient les salaires avec retard, ruinent les commerçants, assèchent les cours d'eau, tout en imposant un ordre moral réactionnaire, en traquant ceux qui refusent de se soumettre. Parallèlement, ils vivent eux-mêmes dans le luxe et placent leurs fortunes à l'étranger.

Menacé dans son existence, le régime a planifié le massacre en mobilisant les troupes des Gardiens de la révolution et en coupant toutes les communications. Des tireurs placés sur les toits ou aidés de véhicules équipés de mitrailleuses, des policiers fusil en main sont entrés en action : les manifestants désarmés ont été tués à bout portant, rendus borgnes et aveugles, traqués jusque dans les hôpitaux. Le massacre semble avoir duré deux jours, les manifestations s'étant poursuivies le 9 janvier voire le 10. Des images de morgues saturées et de sacs mortuaires entassés, avec des familles à la recherche de leurs proches et parfois contraintes de payer pour récupérer les corps, ont été diffusées par le régime pour ajouter à la terreur. Quand leur ordre a ainsi été rétabli, les dirigeants, le président dit réformateur Pezeshkian en tête, ont fait défiler les partisans qui leur restent fidèles, rassemblant quelques centaines

de milliers de personnes à Téhéran et dans d'autres grandes villes.

Les dirigeants de l'impérialisme partagent la responsabilité de ce massacre, et pas seulement parce qu'ils entretiennent un embargo qui étrangle la population. Durant ces journées sanglantes, le chef de la diplomatie iranienne s'est vanté qu'un « canal de communication » a été maintenu avec Steve Witkoff, envoyé spécial de Trump. Ce dernier a encouragé les manifestants en les appelant « à prendre le contrôle de leurs institutions » et en prétendant leur apporter un soutien par une intervention militaire « si les dirigeants iraniens tirent sur les manifestants ». Puis, après être resté silencieux durant trois jours, il a lâché, faussement naïf : « on me dit que les massacres ont cessé... que les condamnés à mort ne seront pas exécutés. »

Trump partage avec les dirigeants iraniens la même crainte : une révolution populaire en Iran serait pour lui un saut dans l'inconnu. La fin de la République islamique pourrait entraîner des bouleversements dans tout le Moyen-Orient. Les dirigeants de l'impérialisme et leurs alliés régionaux, Israël, la Turquie, l'Arabie saoudite, qui ont combattu



Manifestation à Téhéran le 8 janvier.

l'Iran ces dernières années, n'ont rien à redire quand les Pasdarans tirent sur leur peuple. Ce n'est pas cela que Trump reproche à Khamenei et ses sbires, mais bien de vendre leur pétrole à la Chine, de maintenir des relations étroites avec la Russie de Poutine et de ne pas être assez soumis aux intérêts des capitalistes américains. Quant à faire intervenir l'armée des États-Unis pour occuper vraiment le terrain, mieux vaudrait pour Trump de ne le faire qu'après que le régime aura pris sur lui de mater toute rébellion.

De leur côté, les dirigeants européens s'offusquent à la fois des massacres en Iran et du cynisme de Trump. Ils en appellent à un « droit international » que personne ne respecte, même pas eux, mais ils ne valent pas mieux. Ils ont obtempéré quand

Trump a déchiré l'accord sur le nucléaire qui avait été conclu avec l'Iran, acceptant de rétablir les sanctions et cessant tous leurs investissements dans ce pays. Ils prétendent soutenir les opposants mais ferment leurs frontières et refusent les visas. Comme le constatait un réfugié iranien arrivé en Turquie : « Les droits de l'homme et tout ça c'est du pipeau. Les Américains ou les Européens veulent juste un deal avec l'Iran, mettre un dollar pour en récupérer deux ».

Le massacre que le pouvoir vient d'accomplir a certainement plongé une partie des Iraniens dans le désespoir, réduits à compter leurs morts. Mais il aura encore accru la rage, la haine contre ce régime, dont les jours sont certainement comptés.

Xavier Lachau

Mohammed Harbi: une figure de la lutte du peuple algérien

Mohammed Harbi, historien et militant ayant participé à la lutte du peuple algérien pour son émancipation, est décédé le 1^{er} janvier.

Né en 1933, issu d'une famille de notables du Constantinois, il avait

découvert les idées marxistes grâce à un professeur de son lycée.



Meeting de l'Amicale des Algériens en France, à Paris le 22 mars 1965. Mohammed Harbi est au centre.

Marqué comme tous ceux de sa génération par les massacres du 8 mai 1945, il avait rejoint alors les rangs du MTLD, le mouvement nationaliste de Messali Hadj. Étudiant à Paris, Mohamed Harbi devint dirigeant de la fédération française du FLN, de 1954 à 1958, et côtoya des militants trotskystes. Par la suite, il devint un cadre du Gouvernement provisoire de la République algérienne et participa aux premières négociations des accords d'Évian.

Témoin de la guerre fratricide qui opposa le FLN au MNA de Messali Hadj, Mohammed Harbi vécut de l'intérieur les luttes de pouvoir qui firent d'Ahmed Ben Bella le premier président du nouvel État

indépendant. Il devint son conseiller chargé d'encastrer le mouvement d'autogestion né dans les domaines agricoles laissés par les colons, une tâche qu'il accomplit assisté du militant trotskyste Michel Raptis, alias Pablo. Malheureusement cela entretenait aussi l'illusion que l'Algérie empruntait la voie du socialisme, alors qu'au même moment Ben Bella éliminait ses rivaux et mettait au pas le syndicat Union générale des travailleurs algériens, sous influence de militants communistes.

En 1965, après le coup d'État militaire de Boumediène, Mohammed Harbi, critique de cette évolution, passa dans l'opposition au régime. Il fonda avec des militants du Parti communiste

algérien et des militants de la gauche du FLN, l'Organisation de la résistance populaire. Aussitôt arrêté, il passa les sept années suivantes en prison puis en résidence surveillée, avant de réussir à s'évader et s'exiler en France.

Ses ouvrages, *Aux origines du FLN*, écrit en prison, et *Le FLN, mirage et réalité*, publié en 1981, alors interdits en Algérie, furent une révélation pour toute une génération d'Algériens, abreuvée d'un récit officiel mythifiant le rôle joué par le FLN durant la guerre d'indépendance. Son œuvre continue à nourrir la réflexion de ceux qui en Algérie veulent comprendre ce passé et comment changer l'avenir.

Leïla Wahda

URSS 1935 : le stakhanovisme

«Le mouvement stakhanoviste est un mouvement des ouvriers et des ouvrières qui s'assigne pour but de dépasser les normes techniques actuelles, les capacités de rendement prévues, les plans de production et équilibres existants», déclarait Staline le 17 novembre 1935.

En août 1935, un mineur du Donbass nommé Stakhanov accomplit un « exploit » en extrayant en une journée 102 tonnes de charbon, quatorze fois plus que la norme. Le régime stalinien en fit une intense promotion, en omettant évidemment d'expliquer que Stakhanov n'avait pas obtenu ce résultat seul, mais avec l'aide d'autres mineurs préparant son travail.

Après d'autres prétenus exploits du même genre dans la métallurgie, le textile, etc., le pouvoir, sous couvert d'*«émulation socialiste»*, étendit le mouvement à tout le pays afin d'augmenter les normes de rendement.

La bureaucratie stalinienne et l'industrialisation

La bureaucratie stalinienne avait mis la main sur l'appareil d'État et le Parti communiste de l'URSS au milieu des années 1920. Elle avait longtemps négligé le développement industriel, préoccupée qu'elle était, pour asseoir son pouvoir, d'éliminer l'opposition révolutionnaire dans le parti. Or celle-ci dénonçait le retard de l'industrialisation, qui affaiblissait la classe ouvrière et mettait la révolution en danger.

Ce n'est qu'après avoir évincé l'Opposition, début 1928, que le régime stalinien reprit à son compte son programme d'industrialisation et lança des plans de production quinquennaux. Mais il le fit à la manière empirique et brutale de la bureaucratie : il décréta qu'il faudrait réaliser en quatre ans au lieu de cinq les objectifs fixés par le plan. On lança des « brigades de choc », récompensées par des primes et avantages qui élevaient leurs membres au-dessus du sort commun des prolétaires. Mais si ces brigades attirèrent rapidement « nombre de planqués » (Trotsky), elles n'entraînèrent pas d'amélioration

de la productivité.

Le bond en avant que fit toutefois l'industrialisation montra les avantages de la planification à grande échelle sur la base de l'abolition par la révolution d'Octobre de la propriété privée. Il bénéficia aussi de l'enthousiasme de larges couches de la jeunesse non seulement pour développer l'économie en construisant des usines, des barrages, des moyens de communication, mais aussi pour s'éduquer, se qualifier, devenir technicien ou ingénieur. Mais, en fait, dès le premier plan quinquennal, la bureaucratie eut recours à la contrainte pour mettre la classe ouvrière au travail. Et, contrairement à ce que prétendait la propagande, elle réserva à ses enfants les meilleures places et les postes de direction.

Rendement du travail et aggravation des inégalités

Le principal problème de l'industrie soviétique était le bas niveau du rendement du travail, comparé à celui des pays capitalistes avancés. Au départ, la technique manquait. Mais, même quand elle progressa, le manque de formation des ouvriers, les défauts d'organisation dans les usines, aggravés par l'incurie de directeurs et de responsables politiques soucieux d'assurer leurs priviléges tout en pillant les richesses

du pays, firent que ce rendement resta faible.

Le stakhanovisme, semblait-il, voulait répondre à ce problème, mais entre l'objectif proclamé et la réalité, il y avait un gouffre. En s'appuyant sur des exploits individuels, ponctuels et truqués, pour imposer une norme à tous les travailleurs, ce système faisait avant tout pression sur leurs conditions de travail et leur niveau de vie.

Dans un article écrit en décembre 1935, le fils de Trotsky, Léon Sedov, jeune dirigeant de l'Opposition de gauche, montra que, compte tenu de la division des tâches entre Stakhanov et ses aides, la productivité de celui-ci n'avait augmenté que « *de 2 à 2,5 fois* ». C'était déjà important, mais cela ne résolvait pas le problème de la faible productivité d'ensemble.

La motivation principale des stakhanovistes était « *le désir d'augmenter leur salaire* », autrement dit « *l'intérêt matériel personnel* », écrivait Sedov. Au moment où fut lancé le mouvement, le versement du salaire en roubles prenait plus d'importance ; jusqu'alors les ouvriers avaient bénéficié d'un système de tickets d'alimentation, de produits distribués par les coopératives d'usine, de repas à la cantine, etc. Désormais, leur approvisionnement allait dépendre surtout de leur salaire.

Derrière les discours ronflants sur l'émulation, le stakhanovisme coïncida ainsi avec le retour du travail aux pièces ou à la tâche, chaque travailleur étant payé selon sa production. Ce



Alexis Stakhanov.

n'était pas un bond en avant vers le socialisme mais un retour aux méthodes du capitalisme. Et le salaire aux pièces entraîna naturellement l'accentuation des inégalités, le surmenage et l'allongement de la journée de travail.

Contrainte, réactions et révoltes ouvrières

Les stakhanovistes gagnaient jusqu'à vingt fois plus qu'un ouvrier moyen et avaient accès à de nombreux avantages : nourriture, logement, vêtements, produits rares, séjours en sanatorium, etc. « *Il n'existe guère de pays capitaliste avancé où l'écart de salaires entre ouvriers soit aussi important qu'en URSS actuellement* », remarquait Sedov. La bureaucratie stalinienne, qui accaparait l'essentiel des produits modernes et de luxe, s'assurait ainsi le soutien d'une aristocratie ouvrière.

Le mouvement stakhanoviste fut, en revanche, accueilli par la majorité des ouvriers « *avec hostilité* », par des remarques acerbes, des agressions physiques contre ceux qui y adhéraient, le ralentissement volontaire du travail ou le sabotage des machines. Devant la multiplication des protestations, souvent collectives, les dirigeants en appellèrent à la lutte contre les « *saboteurs* » et la presse dénonça les « *fainéants* ».

Les sanctions tombèrent et allèrent croissant en cas d'absentéisme, de retard, de propos ou d'actions contre les conditions de travail, etc. Elles allaiet des retenues sur salaire, jusqu'à des jugements et des sanctions

pénales en passant par l'inscription de ces sanctions infligées aux ouvriers récalcitrants sur le livret de travail, rétabli en décembre 1938. En novembre 1936, à Novossibirsk, de prétenus saboteurs trotskystes furent même condamnés à mort après un procès retentissant. En 1940, l'arsenal répressif fut complété par la semaine de 48 heures et l'aggravation des sanctions, jusqu'à des condamnations au camp de travail pour des manquements répétés. Selon l'historien trotskyste Jean-Jacques Marie, à la veille de la guerre, plus de 1,2 million d'ouvriers avaient déjà subi la prison pour retard au travail ou absentéisme, « *signe de la résistance croissante au régime que la bureaucratie prétendant leur imposer* ».

La lutte contre le prétentu du sabotage revint à criminaliser la classe ouvrière, confrontée à des normes irréalisables. Elle permit aussi de lui faire endosser la responsabilité des ratés de l'économie, dus en réalité au pillage de la bureaucratie et à la gabegie de tout son système.

Trotsky et Sedov voyaient dans la résistance croissante de la classe ouvrière aux pressions de type stakhanoviste une perspective militante. Ils exprimèrent l'espoir que la classe ouvrière, en s'organisant et en luttant pour défendre ses intérêts économiques, trouverait non seulement le moyen d'améliorer réellement le rendement du travail mais aussi d'exercer de nouveau le pouvoir politique.

Pierre Merlet



Cérémonie à la gloire d'un stakhanoviste ayant dépassé la norme de 3 062 %.

Paysans: la crise vient de loin

Mardi 20 janvier, des milliers d'agriculteurs, avec des centaines de tracteurs, manifestaient devant le Parlement européen à Strasbourg. Ils demandaient aux députés de ne pas ratifier le traité avec le Mercosur.

Ils pensent que ce traité de libre échange avec des pays d'Amérique du Sud entraînerait une concurrence déloyale, en particulier sur la viande bovine et, par là, la ruine d'éleveurs, en France et dans d'autres pays d'Europe. Les protestations contre ce traité, comme celles sur la façon dont l'État a traité la maladie qui menaçait les troupeaux, sont les symptômes d'une crise plus profonde, plus ancienne et, en fait, réellement mortelle pour un certain type d'exploitation agricole et pas seulement dans l'élevage bovin.

Bon nombre de paysans, même lorsqu'ils travaillent dur, longtemps et de leurs mains, sont de petits entrepreneurs. Ils possèdent, ou

croient posséder leur outil de travail, d'une valeur bien plus grande que leur revenu; pour être compétitifs, c'est-à-dire en définitive pour pouvoir vendre leurs produits et en vivre, il leur faut un outillage, des compétences et des connaissances toujours plus pointues; ils ont recours à une multitude d'autres entreprises, qui sont souvent celles de grands capitalistes, des fabricants de matériel mécanique, du tracteur à la trayeuse, jusqu'aux fabricants d'engraiss, aux laboratoires vétérinaires, aux semenciers. Il y a désormais dans l'agriculture presque autant de salariés intervenant pour des entreprises spécialisées que de propriétaires exploitants.

Les agriculteurs, même ceux qui travaillent seuls sur leur exploitation, réalisent simplement, comme tout producteur, une partie infime du travail social, complètement dépendante du reste, en amont comme en aval, c'est-à-dire pour les moyens de production comme pour l'écoulement des produits. Ils achètent des produits et des services sur le marché mondial et ils vendent leur production sur ce même marché, en concurrence avec tous les autres, même lorsqu'elle est écoulée « localement ». Ils n'ont plus, depuis longtemps, que l'illusion d'être à leur compte, d'être propriétaires, de décider de leur propre vie, mais c'est cette illusion qui dicte leur conduite et en fait, bien souvent, des soutiens de l'ordre bourgeois. Cela ne les empêche pas de subir la loi de la concurrence et d'être ruinés par plus puissants



PEXELS/WIKIMEDIA

qu'eux, à commencer par les géants de l'agroalimentaire, qui travaillent sur une base industrielle.

C'est précisément l'un de ceux-là, Arnaud Rousseau, à la tête de 700 hectares de terres et du groupe Avril spécialisé dans les huiles, possédant des antennes jusqu'au Brésil, qui préside la FNSEA, le principal syndicat agricole. Ce poste lui permet d'orienter la politique agricole au profit des capitalistes de sa taille, sans lui coûter trop cher en démagogie auprès des plus petits. Rousseau peut ainsi réclamer, mollement il est vrai, le renoncement au traité avec le Mercosur, la liberté de capter l'eau, bien commun, au profit des grandes exploitations, la liberté de répandre les pesticides, la fin des contrôles,

la fermeture des frontières. Cela se fera ou non, mais, finalement, comme dans toute l'histoire du capitalisme, la grande entreprise écrasera l'artisan.

Depuis un siècle ou plus, l'État a maintenu la tête hors de l'eau à une fraction de la petite paysannerie propriétaire, de plus en plus réduite au cours des décennies. Alors que la concurrence s'exacerbe dans tous les domaines, il n'est pas certain qu'il continuera à le faire. Les petits et moyens paysans, aveuglés par leurs illusions de propriétaire, continueront-ils alors à soutenir le système qui les tue ? Ou bien les travailleurs de la terre verront-ils tout ce qui les sépare des Rousseau et autres capitalistes agricoles ?

Paul Galois

Nestlé: le pouvoir de nuisance

Une enquête du 19 janvier a révélé que des parents attribuaient les problèmes de santé de leurs enfants à la consommation de lait infantile du groupe Nestlé. Le ministère de la Santé a également signalé qu'une investigation est en cours sur la mort d'un nourrisson ayant consommé du lait Guigoz.

La céréulide, une toxine produite par une bactérie, serait la responsable. Or c'est la présence de cette bactérie dans une usine française du groupe Nestlé qui a justifié le rappel, le 10 décembre, de plusieurs lots de lait infantile de marque Guigoz ou Nidal, puis un second rappel le 5 janvier dans plus de 60 pays.

Dès le début janvier, l'ONG Foodwatch a dénoncé le retard du groupe dans la décision de rappeler massivement ses produits. Aujourd'hui la cellule d'investigation de Radio France dénonce, elle aussi, cette décision tardive de Nestlé, qui a laissé passer dix jours entre la confirmation de la contamination et le rappel des lots suspectés de contamination, bloqués à l'usine mais restés chez les consommateurs faute d'annonce officielle.

Depuis le premier rappel dit « de précaution » selon le PDG de Nestlé, un

nourrisson a dû être hospitalisé du 25 au 29 décembre atteint d'une grave infection des reins, d'autres ont présenté des symptômes digestifs sévères. Certains parents ont demandé l'analyse de leurs boîtes de lait mais un seul laboratoire est capable de détecter la toxine et les familles ne peuvent s'y adresser directement. Pourtant, dans plusieurs cas de contamination, l'analyse des prélèvements des produits suspects est

obligatoire, selon la Direction générale de l'alimentation, comme le rappellent les journalistes de la cellule d'investigation.

Le PDG de Nestlé s'est confondu en excuses mais dit qu'il a fait au plus vite après la confirmation des tests et que les produits ont été retirés « dès que la traçabilité était complète, en coordination avec les autorités ».

De l'eau minérale au lait infantile, Nestlé n'en est pas à sa première affaire de sources ou de produits contaminés. Cela n'empêche pas les autorités de se montrer très compréhensives pour ce géant de l'alimentation.

Sylvie Maréchal



Production de lait Guigoz.

Livret A: pas de cadeaux

À partir du 1^{er} février, le taux du Livret A va passer de 1,7 à 1,5 %, au prétexte que l'inflation est officiellement stabilisée. C'est le taux le plus bas depuis 2022.

Pour tant de familles modestes qui y placent leurs économies, cette baisse va éroder encore un peu plus leur pouvoir d'achat ainsi que le petit matelas qu'elles se constituent pour amortir de possibles accidents de la vie. Elles vont perdre d'autant plus que l'inflation, bien réelle, continue à frapper au porte-monnaie.

Selon les calculs d'organismes financiers, le Livret A aurait dû passer à 1,4 %, mais le ministre de l'Économie et des Finances, Roland Lescure, se vante d'avoir fait un cadeau en le fixant à 1,5 %.

Dans la foulée, d'autres moyens d'épargne populaire vont eux aussi baisser à partir de février, tels le livret de développement durable et solidaire (LDDS), dont le taux sera similaire, et le compte épargne logement (CEL), qui descendra de 1,5 % à 1 %.

Et le ministre a eu le culot d'affirmer que « *le pouvoir d'achat des ménages est préservé tout en favorisant la construction de logements sociaux, deux priorités pour le gouvernement* ». Pour affirmer ainsi que le niveau de vie et les conditions de logement des plus démunis sont le principal souci de ce gouvernement, il faut avoir de l'audace. Et c'est insulter ceux qui ont bien du mal à économiser avec leurs faibles revenus.

Marianne Lamiral

Dividendes : au bonheur des actionnaires

Avec 1,5 % de croissance en 2025 et 1 % annoncé en 2026 dans la zone euro, le chef économiste d'AXA décrit la situation économique comme médiocre.

Cela n'a cependant aucune incidence sur les dividendes versés aux actionnaires dans l'Union européenne, qui restent à des niveaux record.

Alors que les profits pour 2025 sont annoncés comme étant de même niveau qu'en 2024, voire en légère baisse pour les grands groupes, les dividendes vont augmenter de 17 milliards pour atteindre le record de 454 milliards d'euros.

Les résultats du CAC 40,

les quarante plus grands groupes industriels et financiers français cotés à la bourse de Paris, sont éloquents : malgré des bénéfices globaux en recul de 12 %, les actionnaires vont se partager un record de 107,5 milliards d'euros. En fait, les dividendes versés grâce à l'activité proprement dite seraient relativement stables, autour de 73 milliards d'euros, mais les opérations de rachat d'actions ont gonflé le pactole.

En effet, les actions rachetées sont ensuite détruites, ce qui réduit leur nombre en circulation et fait ainsi monter la valeur de celles qui restent en possession des actionnaires.

On parle au total de 34,8 milliards d'euros disparus par ce mécanisme en 2025, un niveau record. TotalEnergies et AXA ont été les champions du rachat d'actions. Le procédé est éclairant sur le caractère parasitaire de cette minorité de profiteurs.

Toute cette richesse accaparée et gaspillée vient bien sûr de l'exploitation des travailleurs et de son intensification, obtenue en supprimant des centaines de milliers d'emplois quand ce n'est pas en ravageant des contrées entières.

Boris Savin



Handicap : payer pour être aidé

Alors que neuf enfants porteurs de handicap sur dix ne bénéficient pas d'un AESH (accompagnant d'élève en situation de handicap), les parents démunis ont de plus en plus recours à des associations et paient entre 1 200 et 1 900 euros par mois selon le volume horaire.

Bien sûr, ce recours n'est pas à la portée de bien des parents. Mais ceux qui le peuvent finissent par se tourner vers ces associations par peur de voir leur enfant livré à lui-même ou, pire, poussé vers la déscolarisation. Les instituts spécialisés (les IME) qui scolarisent les enfants présentant un lourd handicap sont souvent saturés, en nombre insuffisant. Et des enfants qui mériteraient un accompagnement de tous les instants se retrouvent à l'école face à des enseignants désarmés.

En vantant l'école inclusive, le gouvernement

prétend défendre la scolarisation systématique de tous les enfants handicapés. Et cela pourrait apparaître comme un progrès et un soulagement pour les parents, mais, de fait, dans ce domaine comme dans d'autres, il se contente de belles paroles, mais ne veut surtout pas mettre les moyens financiers nécessaires.

Dans le public, les AESH touchent en moyenne 900 euros par mois, un salaire qui ne permet pas de vivre. Ce sont principalement des femmes employées à temps partiel, qui ont parfois elles-mêmes

des enfants handicapés. Nombre d'entre elles se forment toutes seules et quand elles finissent par créer un lien fort avec un enfant, le rectorat les déplace, sans jamais leur demander leur avis. Pour gérer la pénurie, elles sont souvent affectées à plusieurs établissements et doivent s'occuper de plusieurs enfants. Surtout, faute de budget, les rectoyers n'en recrutent pas en nombre suffisant.

En obligeant des parents à payer pour un service indispensable, le gouvernement a transformé le handicap en un secteur rentable pour des organismes privés. C'est peut-être ce que Macron entendait lorsqu'il disait vouloir faire du handicap une grande cause nationale.

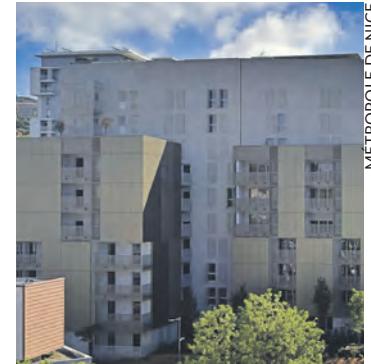
Aline Urbain

Logement : encore une loi contre les plus pauvres

Depuis le 13 janvier, le Sénat examine une proposition de loi sur le logement proposée par l'élu Les Républicains des Alpes-Maritimes Élisabeth Estrosi-Sassone, ex-adjointe au logement à la municipalité de Nice, un texte qui s'en prend aux plus pauvres.

Son projet propose d'assouplir l'obligation faite aux villes d'accueillir au moins 25 % de logements sociaux, notamment en intégrant dans cette catégorie des logements seulement accessibles financièrement à des cadres supérieurs, et d'ôter aux préfets les moyens d'agir à la place des maires récalcitrants. Or, précisément, Nice compte le nombre de logements sociaux le plus bas parmi les villes de plus de 100 000 habitants. Selon un rapport de 2023, sa municipalité, dirigée par un certain Christian Estrosi, se fait fort de n'avoir financé que 1 488 logements dits sociaux en trois ans, dont seulement 13 % avec des loyers dans la catégorie la plus basse, loin des 11 034 prévus pour rattraper très progressivement le retard.

Dans la proposition de la sénatrice, il est aussi question de donner aux maires davantage de poids dans l'attribution des logements sociaux, un pouvoir que certains d'entre eux utilisent déjà pour écarter les plus pauvres, même celles et ceux reconnus prioritaires



par la loi Dalo (droit au logement opposable). Enfin des centaines de milliers de personnes pourraient être expulsées directement sur ordre du préfet, sans aucun jugement, dès lors qu'elles seraient en difficulté de paiement pour leur logement et n'auraient pas un bail de location classique, étant en sous-location ou résidant en hôtel ou en foyer.

Pour faire bonne mesure, la proposition de loi est dotée d'un volet prévoyant une augmentation des constructions de logements, y compris sociaux, et la suppression progressive de la ponction de l'État sur les finances des HLM.

Or, quelles que soient les péripéties que réserve encore le débat budgétaire à l'Assemblée, il n'est pas question de mettre suffisamment d'argent pour ré sorber réellement la pénurie de logements. Les mesures frappant les plus pauvres, elles, ne coûtent rien.

Jean Sanday

Rennes : la température baisse, pas les profits d'Engie

Des milliers d'habitants de quartiers de la Zup Sud à Rennes ont été privés de chauffage et d'eau chaude les 24, 25 et 26 décembre.

En fait, c'est depuis l'hiver 2024 que cela dure dans certains quartiers, au point qu'Engie a mis 75 chauffages électriques d'appoint à disposition de locataires. De son côté, le bailleur social Archipel Habitat

vient d'indiquer qu'il prendrait en charge les surcoûts d'électricité.

Pendant que les loca-

taires ont froid, les actionnaires d'Engie sont bien au chaud.

E. G.



Quartier du Blosne, à Rennes.

OUEST FRANCE

Renault: futur profiteur de guerre

Depuis l'été dernier, Renault a communiqué sur la fabrication éventuelle de drones militaires dans ses usines. Le projet avance.

Le magazine *L'Usine nouvelle* a fait connaître ce que le groupe a publié : ses dirigeants, parmi d'autres, discutent avec le ministère des Armées pour – ce n'est bien sûr pas dit ainsi – profiter eux aussi des milliards déversés aux industriels de l'armement. En l'occurrence, Renault s'engage dans la fabrication de drones militaires et, selon son communiqué, « la démarche se concrétise ». Un projet est en préparation avec Turgis Gaillard, une entreprise spécialisée en aéronautique de défense, qui a déjà commercialisé un matériel de lancement de missiles et un drone militaire.

Renault, se vantant de son « savoir-faire recherché », se réserve la seule structure du futur drone, les charges militaires étant confiées à son partenaire. Le groupe affecte de ne pouvoir encore préciser dans quelles usines les drones seraient construits, prétendant « respecter le processus de consultation des instances

représentatives du personnel », mais les médias bien informés citent l'usine du Mans pour le châssis et celle de Cléon pour le moteur. Ce qui semble plus précis est le pactole qui arrosera les actionnaires de la co-entreprise, puisque, à la suite d'un contrat initial de 35 millions d'euros signé avec la direction générale des armées, il pourrait se transformer en pluie d'un milliard par an pendant dix ans.

Les patrons de Renault glissent au passage qu'ils ont surtout le souci de préserver l'activité, sous-entendant que le projet serait bon pour les emplois. Mais



L'usine du Mans.

peu de travailleurs de Renault, qu'ils soient ouvriers ou ingénieurs, peuvent en être dupes tant ils ont payé pour savoir que le groupe n'a le souci de préserver ni les emplois ni les salaires. Des milliers des premiers ont été allégement supprimés au cours de « plans de

réorganisation » qui ont augmenté dans les ateliers et les bureaux d'études une charge de travail de plus en plus pesante. Quant aux salaires, les augmentations générales successives ont été minables voire inexistantes, les seules compensations à l'inflation étant des augmentations à la tête du client, et des primes peu sûres par définition.

Une inquiétude diffuse accueille donc généralement le projet de Renault parmi les salariés, d'autant plus qu'il accompagne le climat de marche à la guerre actuel. Une chose est sûre, ce n'est pas en misant sur ces productions guerrières que les travailleurs de l'automobile défendront leur gagne-pain. Ils devront affronter la rapacité de leurs patrons, notamment ceux du groupe Renault, qui viennent d'annoncer à leurs actionnaires, pour la troisième année consécutive, « une solide performance ».

Viviane Lafont

Une réaction de solidarité

À l'usine Renault du Mans, les ouvriers de la Cataphorèse ont fait grève deux jours contre une sanction d'une journée de mise à pied infligée à l'un des leurs.

Lundi 12 janvier, l'équipe du travailleur sanctionné s'est mise en grève le matin. Au changement d'équipe, ceux de l'équipe d'après-midi ont suivi et ont convaincu ensuite ceux de nuit d'en faire autant. Le lendemain, en soutien à ce mouvement, une cinquantaine de travailleurs de

toute l'usine ont débrayé plusieurs heures à l'appel de la CGT.

Les travailleurs de la Cataphorèse ne sont qu'une quinzaine au total, toutes équipes confondues, mais leur coup de colère a ainsi suffi à mettre à l'arrêt trois gros secteurs de l'usine mardi 13 janvier, et une partie le lendemain.

« *Un beau bazar !* », comme disait un ouvrier d'un de ces ateliers. La direction a dû mettre en « congés collectifs » plus d'une centaine de travailleurs, sous différents motifs comme le manque d'emballages. Elle ne voulait surtout pas dire que la grève à la Cata avait de l'impact !

Le 13 janvier, en fin d'après-midi, les travailleurs de la Cataphorèse ont arrêté leur mouvement. Ils n'ont pas obtenu le retrait de la sanction, la direction

ne voulant pas désavouer si vite des méthodes de flicage et de sanctions qui sont sa politique depuis des années. Mais, au moins, elle en aura eu pour son argent.

Cette réaction, à laquelle la direction ne s'attendait pas, a fait plaisir dans l'usine. Elle a rappelé à la direction que, face à des travailleurs solidaires, elle ne peut pas tout se permettre.

Correspondant LO

Dassault – Cergy: Mélenchon et son ami patron

L'usine Dassault de Cergy, dans le Val-d'Oise, semble devenir le lieu où les responsables politiques aiment venir parader et mettre ainsi en lumière la famille propriétaire.

Après Zelensky, c'est donc à Mélenchon que le PDG, Trappier, ouvrira les portes du site lundi 19 janvier.

« *Serge Dassault, je l'estimais, on avait de bonnes relations* », a ainsi pu déclarer Mélenchon à l'occasion de cette visite. Cela remonte

à 2004, année où Serge Dassault se lançait en politique, briguant un mandat de sénateur de l'Essonne à... 79 ans. Mélenchon, lui aussi alors en campagne dans le même département pour le poste de sénateur, avait aidé son meilleur ennemi, Serge Dassault,

à se faire également élire. Ayant ainsi « créé des liens », Mélenchon est aussi devenu un fervent défenseur du Rafale, un véritable « fan », comme il l'a déclaré lors de la visite. Il se présente aussi maintenant comme le défenseur du futur avion spatial, un projet Dassault qui nécessite des milliards d'euros d'aides publiques, comme c'est l'usage pour cette famille de milliardaires. Le dirigeant de LFI se fait donc fort d'être l'un des VRP qui vont mener cette levée de fonds publics destinés à enrichir celle-ci.

À l'occasion de cette visite au site de Cergy, de nombreux travailleurs se rappelaient le fameux dicton : « *Dis-moi qui tu fréquentes, je te dirai qui tu es.* »

Correspondant LO



LE BLOC DE JLM

Frais bancaires: le racket continue

En 2026, les frais bancaires devraient augmenter en moyenne de 3 %, d'après une étude publiée le 15 janvier par l'association de défense des consommateurs CLCV, qui se base sur les grilles de prix appliquées par les banques à partir du 1^{er} février.

Ce sont les frais de gestion courante des comptes, forfaitaires, qui augmentent le plus, de 6 %, après une augmentation de 8 % en 2025. Leur tarif moyen, autour de 25 euros, est totalement indu. En effet, la gestion des comptes est très largement informatisée et ne coûte quasiment rien. Cela vaut d'ailleurs pour de nombreuses opérations, comme les très

mal nommées « commissions d'intervention », qui ne sont que des factures, par exemple de 20 euros à chaque rejet de prélèvement chez certaines banques.

Il existe bien des lois qui plafonnent certains de ces frais bancaires, mais les plafonds sont si élevés que, dans les faits, ils ne protègent absolument pas les clients. Des ministres ont bien parlé, ces dernières années, de changer cela, mais rien n'a été fait.

Les frais bancaires représentent une importante source de profits, souvent plus de 40 % du revenu d'activité des banques de détail. Du racket pur et simple !

Thomas Baumer

Usine d'Arc: les actionnaires ont les moyens de payer!

En plaçant le groupe Arc en redressement judiciaire, les actuels actionnaires affirment que l'entreprise n'aurait plus les moyens de payer les salaires et les traites de ses fournisseurs.

Les propriétaires du groupe ont peut-être mis les comptes d'Arc dans le rouge mais ils sont loin d'être sur la paille !

Dick Cashin, actionnaire majoritaire, qui a racheté Arc en 2015, est à la tête d'un fonds d'investissement qui gère actuellement plus de dix milliards de dollars de capitaux à travers le monde. Il fait partie de cette bourgeoisie new-yorkaise qui aime se présenter comme

philanthrope, en exhibant les dons qu'elle fait à des musées ou des institutions caritatives.

Les deux actionnaires minoritaires entrés l'an dernier au capital d'Arc ne sont pas non plus à plaindre. Le premier, Pascal Cagni, a fait fortune chez Apple et en serait parti avec un chèque à neuf chiffres. Il possède plusieurs villas de luxe dont au moins trois sur le lac de Côme, en Italie.

Le second, Patrick Molis, a fait fortune grâce aux commandes de l'armée française. Ses 340 millions d'euros l'ont fait entrer cette année dans le classement de Challenges des 500 plus grandes fortunes du pays.

Il est récemment devenu l'actionnaire majoritaire du groupe Rubis, spécialisé dans le stockage et le transport pétrolier, un groupe au chiffre d'affaires dépassant 6,6 milliards d'euros.

Autant dire que « de

l'argent, il y en a, dans les caisses du patronat ! » Il faut qu'il serve d'abord à garantir les emplois et les salaires des embauchés, des intérimaires et des sous-traitants !

Correspondant LO



ARC-INTERNATIONAL

ADDSEA – Besançon : les salariés mis sous surveillance

En 2025 la direction générale de l'ADDSEA (secteur de l'action sociale et médico-sociale, dans le Doubs) a décidé de relancer les contre-visites médicales patronales visant les salariés malades, y compris lorsqu'ils sont en sortie libre sans restriction horaire.

Pour cela, la direction s'appuie sur un décret publié en juillet 2024 qui dispose qu'en cas de sortie libre, il revient au salarié d'indiquer à l'employeur les horaires auxquels la contre-visite médicale peut s'effectuer. Sinon la contre-visite peut s'effectuer chaque jour entre 9 heures et 11 heures et de 14 heures à 16 heures.

Autant dire que, dans ce cas, la « sortie libre », bien souvent indispensable à la thérapie, notamment en cas de troubles anxiodepressifs, n'offre plus qu'une liberté toute virtuelle.

Cette mesure a été décidée sans la moindre information préalable des salariés. Certains ont ainsi été contrôlés et menacés de suspension des indemnités

complémentaires versées par l'employeur suite à une absence ou à une étiquette décollée sur la sonnette de l'immeuble.

Lors du CSE du 19 décembre 2025, sous la pression de l'ensemble des organisations syndicales, la direction a fini par accepter de suspendre ces contre-visites, le temps d'informer l'ensemble des salariés. Mais, au-delà de la forme, c'est le principe même de ces contre-visites patronales qui est scandaleux. Le but est clairement de faire pression sur les salariés, pour leur faire reprendre le

travail, quelles qu'en soient les conséquences sur leur santé. Pourtant si le secteur social et médico-social est devenu le secteur le plus touché par les arrêts maladie, ce n'est pas parce que le personnel aurait recours à des arrêts de complaisance.

La dégradation des conditions de travail, la surcharge de travail, sa perte de sens, auquel s'ajoute le report de l'âge de la retraite, sont bien les raisons de cette hausse des arrêts maladie à l'ADDSEA comme ailleurs. La direction préfère visiblement l'ignorer.

Correspondant LO



QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exercent elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal janvier 2026.

Toute correspondance à **LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX**

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos **nom, prénom et adresse**, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à

Lutte ouvrière

Lutte de classe

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoyez sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Davos 2026 : au rendez-vous des milliardaires

Du 19 au 23 janvier, comme chaque année à cette période, la ville de Davos, en Suisse, devient le rendez-vous du gratin du capitalisme mondial.

Les organisateurs de ce Forum économique mondial (WEF) attendaient cette semaine 3 000 participants venus de 130 pays, dont 1 700 dirigeants des plus grandes entreprises mondiales, et 64 chefs d'État et de gouvernement. Même si tous les capitalistes de la planète ne prennent pas la peine de se rendre à Davos, ce forum reste un des lieux où la bourgeoisie discute de ses affaires, sur le devant de la scène, mais surtout dans les coulisses, ou plutôt les salons de luxueux hôtels, loin des projecteurs. L'entrée est strictement réservée : les adhérents au WEF paient une cotisation annuelle allant de 60 000 à 700 000 euros, tandis que les invités de la semaine déboursent de 20 000 à 30 000 euros. Cette année, Trump devait assurer le show.

À la veille de l'ouverture du forum, l'ONG Oxfam a publié son traditionnel rapport sur les inégalités dans le monde, qui illustre parfaitement le parasitisme et la rapacité de la grande bourgeoisie qui s'y rassemble. On y apprend qu'il y a désormais sur la planète 3 000 milliardaires dont la fortune cumulée a augmenté de 3 000 milliards de dollars en un an, trois fois plus vite que pendant les cinq années précédentes, pour atteindre 18 300 milliards de dollars. Les douze plus riches du

monde pèsent autant que la moitié la plus pauvre de l'humanité. À titre de comparaison, il suffirait de 250 milliards de dollars par an pour éradiquer la faim dans le monde.

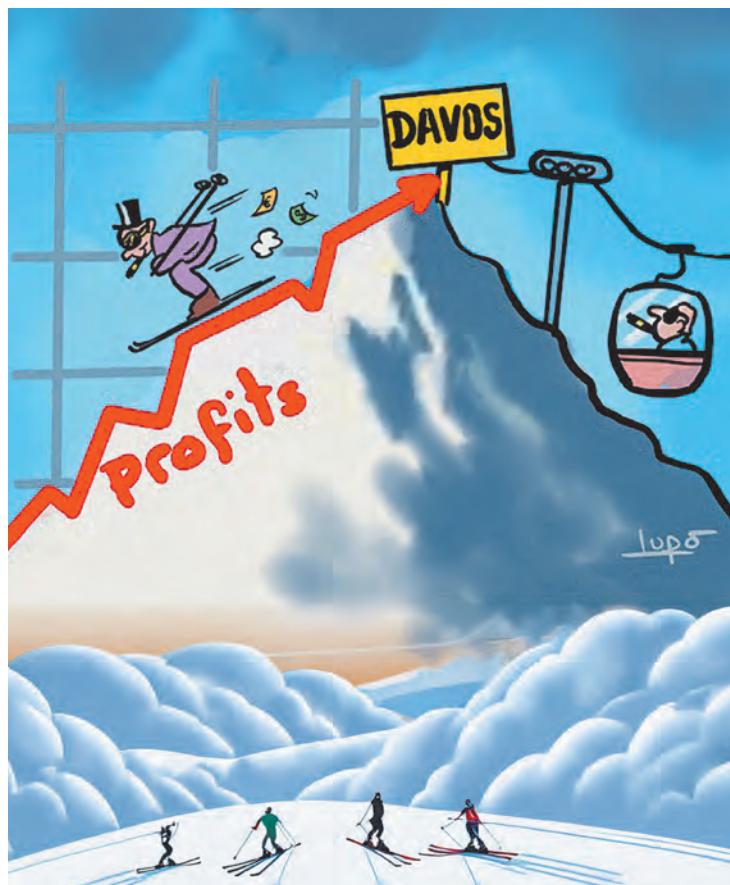
Cette concentration de la richesse entre les mains d'une poignée de richissimes capitalistes est le produit d'un système économique fondé sur la recherche du profit et sur la guerre de classe acharnée que mène la grande

bourgeoisie contre les travailleurs à l'échelle de la planète.

Le thème choisi cette année pour cette édition de Davos est « l'esprit de dialogue ». Cela correspond à l'ambiance de ce club de rencontres pour riches. Mais pour renverser le capitalisme qui est en train de transformer la planète entière en un enfer pour des milliards d'êtres humains, il faudra un esprit de lutte et de révolution.

Et on fera alors de Davos un club de vacances populaires.

Serge Benham



La pyramide des exploiteurs

L'ONG Oxfam a recensé 53 milliardaires en France et note quelles inégalités gigantesques sont à l'origine de leur fortune.

En moyenne, chacun de ces milliardaires gagne le revenu annuel moyen en France, 42 438 euros, en 24 minutes seulement. Et cela en faisant bien moins d'efforts que ceux qui travaillent pour vivre.

La politique de l'État a grandement aidé à doubler la fortune des 32 milliardaires de 2017, lorsque Macron est entré à l'Élysée. C'est donc pour que cette poignée d'ultra-riches puissent rajouter 220 milliards d'euros à leur

patrimoine en moins de dix ans que tant d'économies ont été imposées aux hôpitaux, à l'éducation, etc.

Leur fortune grandissante ne vient toutefois pas que des cadeaux de l'État, mais surtout de leur mainmise sur les plus grandes entreprises capitalistes du pays. Parmi eux, on retrouve les propriétaires de LVMH, L'Oréal, Chanel, Lactalis, Kering, Dassault, Free, CMA CGM, Vivendi, BioMérieux, SFR, Sodexo, Auchan, Bouygues...

Ce ne sont pas des artistes ou des footballeurs. Ils ne sont pas milliardaires grâce à leur talent. Ils dominent l'économie car leur capital leur donne le droit de drainer les richesses de la société vers leurs poches, et de les accumuler grâce à l'exploitation de l'ensemble des travailleurs. La seule vraie mesure de justice sociale, pouvant enrayer le pourrissement de la société, serait de les exproprier et de faire fonctionner leurs entreprises au bénéfice de l'ensemble de la collectivité.

Lucien Détrroit



Mobilisation des salariés de Cibem, filiale de Lactalis, dans le Calvados, contre la fermeture programmée de leur usine.

Fermetures, licenciements : un système en faillite

Selon les données des administrateurs judiciaires, un nouveau record du nombre de défaillances d'entreprises a été atteint en 2025.

Alors que ce nombre tournait autour de 55 000 par an dans la période avant Covid, il est de 68 000 l'an passé, en hausse pour la troisième année consécutive. Selon une mandataire judiciaire citée par le journal *Les Echos*, l'effet post-Covid, mis en avant jusqu'à présent par le gouvernement pour expliquer ces défaillances, est terminé. Et leur rythme actuel est même supérieur à celui des années qui ont suivi la crise financière de 2009. Les régions en tête de ces faillites sont l'Île-de-France, l'Auvergne-Rhône-Alpes et la Nouvelle-Aquitaine, mais toutes sont concernées.

Cette économie capitaliste en crise est cause de misère, de chômage, de baisse de la consommation populaire, dans une boucle dépressive. Ainsi, le recul du pouvoir d'achat des classes populaires a comme conséquence la hausse spectaculaire des faillites dans des domaines comme la restauration et l'hébergement. Dans l'industrie, l'hémorragie s'aggrave. Selon Trendeo, un cabinet d'analyse économique, « *On assiste à une forte dégradation sur ce deuxième semestre, avec une accélération sur les fermetures de sites [...] Et à la différence de l'an dernier, qui concernait surtout des filiales de grands groupes, c'est surtout le tissu de sous-traitance qui est touché.* »

Rien que depuis septembre dernier, 165 sites industriels sont menacés de fermeture, contre 120 à la même période de l'an dernier, sans compter les ruptures conventionnelles collectives. La CGT, qui tient à partir des informations de ses militants une carte actualisée, a enregistré 483 plans de suppressions d'emplois de septembre 2023 à décembre 2025, dont 364 sont sur des sites à caractère industriel. Soit plus de 107 000 emplois menacés ou supprimés, dont 46 000 pour la seule industrie.

La loi du profit pousse des grands groupes richissimes à se débarrasser d'une usine dès qu'ils jugent la rentabilité de leurs capitaux insuffisante. C'est alors un cataclysme pour l'économie locale, déclenchant des faillites en cascades, l'explosion du chômage, des fermetures de commerces et de services publics jugés non rentables dans la période qui suit. Des cités populaires, autrefois grouillantes de vie, sont alors désertées par le départ de nombreuses familles ouvrières contraintes d'aller vivre et travailler ailleurs.

Le capitalisme n'a pas besoin de cyclone ou douragan pour saccager une ville ou une région : son fonctionnement normal lui suffit.

Christian Bernac